les cahiers du GERME

groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants

trimestriel N° 15/16
3°- 4° trimestre 2000
15 novembre 2000

les objectifs du GERME :

"promouvoir la recherche sur les mouvements et organisations d'étudiants et de jeunes à l'époque contemporaine, en France, en Europe et dans le monde
Elle vise notamment à
- la collecte des documents, archives, et veille à ce que leur traitement et conservation soit assurée dans les lieux et institutions adaptés
- établir un inventaire des sources et l'actualiser
- organiser, participer, aider des manifestations de tous ordres : colloques, expositions, rencontres, séminaires
- favoriser la publication des actes de colloques, catalogues, articles, ouvrages
- et utiliser tous moyens pour permettre l'accomplissement de son objet social."

Les *Cahiers* ont besoin de votre collaboration : indiquez-nous les références de mémoires, thèses, articles de revues. Envoyez vos contributions, réactions, notes de lecture.
Enfin, n'hésitez pas à consulter le nouveau site "web" du germe :
http://www.ateliernet.org/germe
****

Les membres du GERME ont écrit dans :
Geneviève DREYFUS-ARMAND, Robert FRANK, Marie-François LEVY, Michèle ZANCARINI-FOURNEL (Dir), ***Les années 68, le temps de la contestation***, Edition Complexe 2000 - Giovani ORSINA, Gaetano QUAGLIARELLO, ***La formazione della classe politica in Europa (1945-1956,)*** Lacaita Editore - Didier FISCHER, ***Les étudiants en France depuis 1945 à nos jours*** Flammarion, 2000

le N° : 20 F
Abonnement : 80 F par an

VIE DU GERME

Assemblée générale du 17 juin - activités - séminaires -VI° rencontres du GERME des 16 et 17 juin: "générations étudiantes - générations militantes" : introduction (C. Weill)

CONTRIBUTION

au colloque de l'AECSE (Toulouse, 2 au 4 octobre 2000) "l'exemple des apports expérientiels contigus à la participation associative des étudiants à l'Université" (V. Becquet).

INITIATIVES

"Marges et Replis" - Création de l'association "1907"

ARCHIVES ETUDIANTES

Après la journée du 23 février 2000 : actes à paraître - bonnes nouvelles sur le front du traitement d'archives

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE

DOCUMENTS

Eloquence du barreau et réalités étudiantes : la plaidoirie (extraits) de Maurice Garçon en défense de l'étudiant Bassompierre dans l'affaire Jèze

BIBLIOGRAPHIE

"Trois livres pour un enterrement" (O. Spitakis *Tout sur la MNEF*, E. Decouty *Les scandales de la MNEF*, J-C. Cambadélis *Le chuchotement de la vérité*) - Aurélie Ferreiro *Une certaine idée du syndicalisme autour de la guerre d'Algérie (1954-1962); du corporatisme au rejet de l'apolitisme dans les syndicats enseignant (SNI) et étudiant (UNEF) de la Loire et du Rhône* - Christiane Kosher-Spohn, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années 60*
Revue des revues

LE SITE INTERNET DU GERME

Vie du germe

C'est la rentrée universitaire, c'est également celle du GERME. Après l'assemblée générale et les rencontres de juin, un certain nombre de chantiers ouverts ont progressé, principalement le traitement des archives et la mise en place de groupes de travail en partenariat dont nous rendrons compte dans les prochains *cahiers*.
La sortie du livre de Didier Fischer, les comptes-rendus de nos activités dans des revues comme *Agora* ou *Vingtième siècle,* comme certaines interviews de nos chercheurs (Libération, Le Point) à l'occasion de la rentrée universitaire et du processus d'unification entre les deux UNEF offre l'occasion de faire connaître le GERME au delà des seuls « initiés », et ainsi permet à celles et ceux qui désirent travailler sur les mouvements étudiants de s'insérer dans un réseau utile.
Il y a donc du travail en perspective. Ces *Cahiers* en sont l'illustration.

Robi Morder

ASSEMBLEE GENERALE DU GERME (17 JUIN)

Profitant des rencontres, la matinée du samedi 17 Juin a permis la tenue d'une assemblée générale. Tirant un bilan de l'activité, bilan général depuis la fondation (1995) et plus précis de l'année écoulée, un programme de travail a été adopté et le bureau renouvelé.

Un bilan
Le projet du GERME – rassembler des chercheurs (institutionnels ou non) de toutes disciplines pour donner une légitimité scientifique à l'objet «mouvements » et « organisations » étudiantes – a permis de mettre en place un réseau. Mais en se développant, il apparaît que ce réseau comporte trois niveaux : un noyau « permanent » travaillant sur le sujet pendant un temps relativement long, un « réseau conjoncturel » plus nombreux mais plus éphémère (étudiants travaillant un an ou deux sur un mémoire), enfin une série de chercheurs, dont le champ principal n'est pas le nôtre, mais le croise (il s'agit notamment de ceux qui « suivent avec intérêt » nos travaux). Il faut ajouter en dehors des étudiants, des réseaux constitués (scoutisme, éducation populaire) et des domaines à défricher (lycéens…).
Au niveau de la « légitimité », à notre crédit, il y a la reconnaissance par des jeunes chercheurs, certaines institutions, des acteurs (organisations étudiantes et associations d'anciens) et des médias. Par contre, notre statut associatif et notre mode de fonctionnement original est parfois difficile à « catégoriser », puisque nous ne sommes ni une association de jeunes, ni un groupe de recherches institutionnel. C'est évidemment ce qui fonde notre « force », mais est aussi parfois un handicap.

Perspectives de travail.
Quant au travail de recherche collectif lui-même, nous passons d'un « défrichement historique » (cf. nos quatre premières rencontres et nos trois années de séminaires) à une autre étape : approfondissement de sujets et recherche de nouveaux thèmes. Les séminaires devront ainsi être l'occasion de présenter les recherches en cours ou achevées, autour d'un thème (avec deux ou trois contributions) ou autour d'un livre. Il sera nécessaire de développer un partenariat avec d'autres groupes sur des thèmes ou des initiatives (comme nous l'avons fait sur les archives étudiantes).
En ce qui concerne les prochaines « rencontres », il faut réfléchir à la date. Plusieurs idées émergent : en 2001 : « la loi de 1901 et les associations étudiantes », et pour 2002, des rencontres sur la dimension européenne et/ou internationale.

Le bureau.
Pour des raisons d'investissement professionnel, Stéphane Merceron et Jean-Yves Sabot, membres fondateurs ne peuvent suivre régulièrement l'administration du groupe. Ils demeurent dans le comité de lecture des *Cahiers*. Afin de mieux coordonner notre travail, des fonctions précises sont désormais établies : présidence, Robi Morder, secrétariat général : Valérie Becquet et trésorerie : Jean-Philippe Legois. Le site web est suivi par J.P. Legois. Les archives et le « guide des sources et des ressources » par JP Legois et R. Morder. La création d'un répertoire des groupements étudiants (avec les sigles, leur signification, leur historique…) est confiée à David Coulon et Didier Fischer. Le dictionnaire biographique est suivi par Alain Monchablon, assisté de D. Fischer et J.P. Legois. Valérie Becquet est chargée d'établir une liste de recherches à réaliser, de recenser les travaux existants et de gérer les

Nous nous étions à l'époque situées dans le sillage de Karl Mannheim et je ne reviendrai pas ici sur les grands auteurs qui l'ont précédé ou suivi. A sa suite nous estimions - une conviction qui n'a pas varié - que la notion n'a pas de valeur heuristique en tant que classe d'âge *stricto sensu* ni de pertinence sous forme de durée fixe dans la succession - vingt ou trente ans selon les auteurs. Plus séduisante apparaît l'idée qui avait été alors avancée dans la discussion de tenter de discerner ce qui pourrait s'apparenter à un kondratiev des générations.

La spécificité du milieu étudiant qui le rend particulièrement propice à la démarche générationnelle est le caractère transitoire de la période des études, période de « latence », selon certains, et de socialisation - politique, culturelle, etc. Mais ce milieu voit plutôt se succéder les cohortes qu'émerger une multiplicité de générations distinctes les unes des autres.

« L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel » proclamait la Charte de Grenoble, l'accent étant mis sur le terme médian de travailleur. Or, c'est sur les deux autres que la démarche générationnelle est davantage habilitée à s'attarder : 1. La jeunesse en tant que période de cristallisation potentielle des générations pour des raisons indiquées ci-dessus ; 2. la perception des étudiants comme intellectuels, au pire en formation. Traditionnellement, la recherche sur les générations a porté sur cet aspect, sur la succession des écoles artistiques et culturelles, voire philosophiques s'inscrivant en rupture par rapport à celles qui les avaient précédées aux XIX° et XX° siècles, domaine où la notion de génération pourrait, selon les périodes, être associée à celle d'avant-garde. Si ces recherches ont pris en compte surtout les deux derniers siècles, c'est parce que, comme le rappelait opportunément René Gallissot dans le numéro cité de l'*Homme et de la Société*, la Révolution française a aboli, entre autres privilèges, celui de l'âge.

Mannheim justifie cette préoccupation de ceux qui l'ont précédé en affirmant que le domaine culturel est celui où « la différenciation des générations est le plus clairement lisible ». Mais Mannheim s'intéresse avant tout à la genèse des générations et met par conséquent l'accent sur l'évènement fondateur, celui qui leur donne naissance. Pépinière d'intellectuels, le milieu étudiant a, de surcroît, présenté longtemps un certain degré d'homogénéité sociale, au moins dans les représentations endogènes et exogènes, qui donnait prise à l'évènement fondateur. Représentations qui semblent perdurer si l'on en juge par les réticences des institutions européennes à considérer que désormais, les étudiants forment une partie importante de la jeunesse. Ce caractère de « corpus » peut-il encore être invoqué avec la massification des études supérieures- massification au demeurant inégalement avancée dans les différents pays d'Europe - ? N'y a t-il pas désormais dans le monde étudiant une différenciation sociale telle que plusieurs unités de générations concomitantes et conflictuelles en son sein risquent de compromettre l'unité de la génération ? A cette objection, on peut répondre que la concurrence entre unités au sein de la même génération n'est pas nouvelle et, en outre, que seule celle qui acquiert la dominance est fondatrice de génération en ce qu'elle lui imprime un profil discernable, pour rester dans l'orthodoxie mannheimienne. En outre, les concomitances à l'échelle internationale dans l'émergence de générations dotées de spécificités nationales posent la question du cadre pertinent d'inscription du phénomène générationnel.

En 1994, nous nous demandions également s'il peut y avoir une génération sans conscience d'y appartenir. Nous répondions alors sans équivoque par la négative. Quelques nuances me semblent pourtant devoir être apportées. Il y a ceux qui, récusant comme uniquement médiatique la notion de génération, ne se reconnaissent pas dans celle à laquelle on cherche à les assigner - nous citions alors l'exemple de Pierre Nora et publions l'article de Benett Berger qui va dans le même sens, peut-être parce que, justement, cette « génération de la guerre froide » à laquelle ils sont censés appartenir tous deux se situerait éventuellement en phase B d'un kondratiev générationnel. A l'autre extrême, il y a ceux qui se taillent une génération sur mesure, à leur convenance, tels que Jean-Christophe Cambadélis, dans son ouvrage qui vient de paraître, *Le chuchotement de la vérité*, au besoin en opérant dans les générations précédentes des coupures qui ne correspondent nullement à la conscience qu'elles en ont. Ainsi, il amalgame en une seule et même génération celle de la guerre d'Algérie et celle de Mai 68, alors que d'autres, pour opérer un regroupement similaire, dissocient la génération du début de la guerre d'Algérie de celle de sa fin, mettant à mal, dans l'un et l'autre cas, la vision qu'en ont les participants, en particulier la mienne.

Cette perception individuelle des temps sociaux peut procéder du refus de l'héroïsation, de l'hagiographie ou, au contraire, du refus d'identification avec une génération dont la mémoire est négativement connotée, sans entamer pour autant la pertinence d'une délimitation générationnelle.

On peut prendre l'exemple de l'UNEF : alors qu'a été gommée la mémoire du maréchalisme, celle de la Résistance a été valorisée. Il s'agit pourtant, dans le milieu étudiant, de la période d'occupation, de deux unités distinctes d'une seule et même génération, unité dont une seule émerge pour conférer son profil à l'ensemble. La génération n'est plus alors affaire de conscience, mais de mémoire et d'oubli : en d'autres termes, à partir d'un même évènement fondateur, l'appartenance à une génération serait autant, sinon plus tributaire de la mémoire et de ses constructions que de la conscience. La succession des générations s'inscrit d'ailleurs, elle aussi, en rupture ou en continuité selon les constructions de la mémoire et de l'oubli. Ainsi, la génération de la Résistance a fait l'objet d'un véritable culte de la part de celle de la guerre d'Algérie qui pratiquait l'émulation jusque dans le vocabulaire, puisque l'anti-colonialisme/ anti-impérialisme était baptisé antifascisme. En revanche, la génération de Mai 68 a fait l'objet d'un rejet/

dépassement par celle qui s'est perçue comme la génération de 1986 et dont la mémoire pourrait bien se volatiliser. Néanmoins, à défaut de conscience, par l'affirmation ou le rejet d'une généalogie, la génération s'inscrit dans le temps social choisi.
L'inscription dans la durée incite à examiner, au delà de la période d'émergence sur laquelle insiste Mannheim, les modifications dans la perception des générations par elles-mêmes et par les autres, en dépassant ainsi les légendes des générations d'origine souvent médiatique. Cette évolution des images, des représentations, amène à son tour à s'interroger sur un possible mode d'être des générations, en d'autres termes sur un habitus qui serait spécifique à chacune d'entre elles. La réponse pourrait être apportée par une démarche prosopographique, celle-là même qui est mise en oeuvre dans le dictionnaire biographique du mouvement étudiant qui s'inscrit dans l'entreprise des dictionnaires Maitron, démarche dans laquelle le GERME est partie prenante.
La dernière questions que je voudrais poser au terme de ces quelques remarques concerne l'intitulé même de ces journées, à savoir « générations étudiantes/ générations militantes ». Jean-Christophe Cambadélis parle d'une « génération morale » actuelle par opposition à la sienne qui aurait été une « génération politique ». S'il est vrai que des considérations éthiques tendent à envahir tout le champ et à autoriser toutes sortes de jugements de valeur, en quoi la génération actuelle, pour autant qu'elle existe, ne serait-elle pas, elle aussi, politique, sinon autrement que celles qui l'ont précédée ? La « crise » du militantisme se traduirait dans la faible proportion de ceux qui occupent le devant de la scène, voire des adhérents aux différentes organisations, syndicats ou associations. Le contre-poids des manifestations étudiantes récurrentes témoigne au contraire, comme ce fut le cas dans l'histoire du mouvement étudiant, de capacités de mobilisation qui dépassent largement ces chiffres modestes et qui traduisent des processus d'identification potentiellement fondateurs de générations. C'est plutôt le terme de « militant » qui pose problème, en ce qu'il renvoie à des modes d'actions spécifiques, appartenant peut-être à une époque révolue et qui auraient cédé la place à d'autres formes - nouvelles ? - d'intervention dans la cité. S'il n'y a sans doute pas de génération étudiante qui ne serait en même temps politique, à la mesure même de l'évènement fondateur, c'est plutôt l'adéquation entre génération politique et génération militante qui serait à revisiter.

Claudie Weill.

contribution

Colloque - Les pratiques dans l'Enseignement Supérieur – Toulouse – 2,3,4 octobre 2000, organisé par l'Association des enseignants chercheurs en Sciences de l'Education.

Valérie Becquet est intervenu dans ce colloque sur la question de l'acquisition de compétences dans le cadre des activités associatives et sur leur rapport aux études. Nous reproduisons ici le résumé de son intervention. Les actes du colloque paraîtront prochainement.

Quand l' « autodidaxie » questionne la formation : l'exemple des apports expérientiels contigus à la participation associative des étudiants à l'Université.

Selon l'Observatoire de la Vie Etudiante (1997), 11% des étudiants consacrent du temps à une activité associative au cours de leurs études. L'analyse de leur participation, outre le fait qu'elle contribue à remettre en cause certains discours sur l'individualisme et l'apathie des étudiants, permet aussi de s'interroger sur leur rapport aux études. En fait, il apparaît que leur rapport aux études se construise, se définisse en liaison avec leur expérience associative. Ce lien a été mis en valeur dans deux enquêtes, respectivement menées en 1997 et 1998, auprès d'étudiants participant à une association à l'université (échantillon de 320 et 350 étudiants) et complétées par une série d'entretiens semi-directifs. Ces enquêtes traitaient globalement de la nature et du sens de la participation associative, le rapport aux études n'en constituant qu'une dimension.
A partir des données recueillies, il s'agira donc de s'interroger sur les apports de la participation associative et sur leur lien avec la formation universitaire. Comment la participation associative peut-elle avoir des effets sur le cursus universitaire ? Quels sont ses effets ? A première vue, on serait tenté de répondre à ces questions de manière négative, en considérant, par exemple, que les activités associatives prennent trop de temps, entraînant des redoublements. Si cela est vrai pour certains étudiants, il apparaît que la grande majorité d'entre eux soient convaincus des effets positifs de leur participation à la fois sur leur intégration universitaire et sur leurs études. La participation associative est souvent présentée comme un « bol d'air » vis-à-vis des études, une manière de se changer les idées, une manière aussi de « se motiver » pour les études. Ce va-et-vient permanent entre les études et les activités associatives, s'il s'exprime au niveau de la sociabilité estudiantine, se retrouve aussi au niveau du rapport aux études. Les

étudiants, en particulier ceux des universités, semblent avoir accepté l'idée que l'insertion professionnelle des diplômés de l'université est difficile et que les entreprises sont inégalement intéressées par les diplômes universitaires. Cette orthodoxie, visiblement difficile à remettre en cause, conduit certains étudiants à développer des stratégies pour améliorer la « rentabilité » de leur passage à l'université. Il apparaît que les activités associatives participent de ces stratégies. Pour certains, cela est explicite et peut constituer une raison suffisante pour s'engager dans une association. Pour d'autres, la majorité, leur engagement se nourrie d'autres justifications, le constat de l'acquisition de savoirs complémentaires à la formation ne s'exprimant qu'à posteriori. Quels savoirs sont acquis au cours de ces activités ? Quel est leur statut par rapport au diplôme universitaire ?

L'arrivée dans une association étudiante n'est pas toujours suivie d'une formation spécifique. 69% des étudiants apprennent sur le tas, avec l'aide des anciens ou, pour 15% d'entre eux, seuls. Il s'agit donc de s'adapter au fonctionnement de l'association et de réaliser un ensemble de tâche, souvent nouvelles, comme organiser un événement, faire un journal, gérer un partenariat, etc. Les étudiants procèdent alors par essais et par erreurs et acquièrent des « savoirs d'action ». Il est vrai qu'ils « subissent » un peu une telle situation puisqu'ils préféreraient recevoir une formation spécifique. Ainsi, par exemple, 72,6% considèrent qu'il est « important et assez important » de bénéficier d'une formation juridique, 83% d'une formation de gestion de projet et 83,1% d'une formation de management d'équipe. Ils estiment d'ailleurs que de telles formations pourraient faire l'objet d'une UV (69,1%). Ainsi, ils ne séparent pas les apprentissages universitaires de ceux inhérents à leur activité associative. Il est vrai aussi que l'organisation d'UV de ce type constitue un moyen pour eux de valider des apprentissages faiblement reconnus par l'institution.

Ce manque de formation ne freine nullement l'acquisition d'un ensemble de savoir-faire puisque, lorsqu'on les interroge sur leurs lacunes par rapport à leur activité associative, la moitié d'entre eux déclare en éprouver peu ou aucune (sauf pour les aspects juridiques).

Ces savoirs d'action ou en d'autres termes, cette formation expérientielle, ne sont pas totalement détachés des études. En effet, la mesure de l'impact sur les études montre que 78,3% des étudiants considèrent que leurs activités associatives ont un impact positif ou plutôt positif sur leurs études. Cet impact englobe des savoir-faire et des savoir-être. Du côté des savoir-faire, on trouve des connaissances techniques inhérentes aux activités menées dans le cadre de l'association (gestion, rédaction, informatique, etc.). Ces dernières peuvent être réinvesties dans les études ou apparaître comme complémentaires aux savoirs universitaires. Ceux-ci sont d'ailleurs mobilisés puisqu'il est souvent question d'une « mise en pratique » des apprentissages. Du côté des savoir-être, les étudiants insistent sur l'acquisition d'une « ouverture d'esprit », d'un « sens du contact » et d'une capacité à prendre des responsabilités.

Cet impact positif sur les études ne s'y limitent pourtant pas. Ainsi, ces apports expérientiels semblent pouvoir être utiles au moment de l'insertion professionnelle. Cela se remarque lorsqu'on interroge les étudiants sur leur perception de leur avenir professionnel. 48,3% d'entre eux considèrent qu'ils trouveront « plutôt facilement » un emploi contre 27,1% « plutôt difficilement ». Ils oscillent donc entre l'inquiétude et la confiance. L'une et l'autre sont probablement tempérées par le sentiment de disposer d'un atout par rapport aux autres étudiants. En effet, 73,7% des étudiants déclarent que leur activité associative peut faciliter leur insertion professionnelle compte tenu des savoirs et des expériences acquis. De leur point de vue, les compétences développées dans le cadre associatif ne peuvent pas passer inaperçues, voire même sont très appréciées par les entreprises. Elles constituent donc un plus par rapport à leur diplôme, à leur qualification universitaire.

Ces quelques données, brièvement présentées, amènent à s'interroger sur le rapport entre la théorie et la pratique dans les cursus universitaires et sur la manière de le rendre effectif, les activités associatives n'étant que le témoin de leur séparation, et sur la prise en compte d'une approche en terme de compétence et non de qualification, approche qui traverse les débats actuels sur la définition du travail et de son organisation. La conception des études de cette proportion des étudiants constitue une invitation à réfléchir sur la nature même des formations universitaires et sur leurs objectifs professionnels.

initiatives

INITIATIVES I : « MARGES ET REPLIS »

Marges, replis, frontières, cas limites dans la gauche française : l'apport des itinéraires militants

Le **21 novembre 2000 se tiendra, 9 rue Malher**, une journée d'étude sur « marges et replis dans la gauche française : l'apport des itinéraires militants ». L'intitulé peut surprendre par son emprunt à la sociologie urbaine. Les marges de la ville (banlieue, faubourg, zone) peuvent être rapprochées de secteurs

peu visibles des centres ville comme par exemple les « passages » couverts, des zones de replis où se développe une économie marginale.
Le thème doit être compris comme une volonté de ne pas s'enfermer dans une prosopographie trop étroitement organisationnelle et institutionnelle. Un des intérêts de l'étude des itinéraires est leur grande complexité diachronique et synchronique. On peut porter successivement divers engagements et s'investir simultanément dans divers mouvements. Même si des années trente aux années cinquante s'affirment, dans le monde populaire, des cadres structurants, politiques (on pense en premier lieu au communisme des années de guerre froide), syndicaux ou religieux, on ne peut que constater l'affaiblissement des mouvements centrifuges et des orthodoxies dans les années soixante.
La marge peut se situer dans l'organisation ou hors de l'organisation, elle peut être politique ou sociale. La polysémie du mot « repli » nous permet d'envisager à la fois la retraite volontaire ou stratégique (la dissidence, la défection, le retrait) aux marges de l'organisation ou hors de celle-ci, et le recouvrement qui au sein même de l'organisation voit se former sous les plis d'autres formes de vie et de pensée politique que celle envisagée par le parti ou le syndicat : c'est bien sûr l'entrisme, la dissidence intérieure, c'est aussi le mûrissement féministe à la CFDT ou à la CGT, ou encore la présence chrétienne dans des mouvements laïques. Ces itinéraires de marge et de repli peuvent être condamnés à la quasi stérilité (ainsi ceux des militants écartés pour « collaboration » et condamnés à la marginalité, par exemple à l'écriture) ou au contraire s'avérer porteurs d'idées et de pratiques nouvelles : ce sont les prêtres ouvriers doublement repliés, les anticolonialistes, les partisans de la nouvelle gauche, les « critiques de gauche » de l'avant 1968, les féministes.
On pense en premier lieu à l'anarchisme et aux positionnements anarchisants. Mais n'y a-t-il pas dans certains milieux intellectuels et artistiques (surréalistes, avant-garde..) une esthétisation de la marge. Les enseignants ne sont-ils pas tentés par une marginalité assumée comme un ascétisme (le « refus de parvenir ») en raison de leur place sociale confirmée et renforcée par l'extériorité de leur syndicalisme autonome ? La marge peut-elle être un phénomène générationnel, ainsi pour les étudiants ? En fait tout lieu de militantisme (ville, usine), tout groupe militant produit des marges et des replis. Les événements se chargent de faire émerger. En premier lieu la guerre et la résistance. Bien des résistants ne s'adapteront pas aux logiques politiques des années 50. « L'esprit FTP » au Parti communiste, le « résistancialisme » ailleurs donnent naissance à des franges militantes parfois mises à l'écart. La guerre d'Algérie est grande pourvoyeuse de clivages qui marginalisent. Les grands thèmes internationaux, l'antisoviétisme, l'antiaméricanisme, l'Europe contribuent à des prises de conscience qui ne se font pas au rythme des organisations d'accueil. Les marges sont-elles finalement plus sociales que politiques ? Sont-elles un régulateur ou un dissolvant de la vie des organisations ? Comment intégrer cette dimension, qui n'est pas si « marginale » qu'elle n'en a l'air, dans la prosopographie du militantisme ?
Travailler sur les marges et les replis n'est-ce pas travailler aussi sur les frontières et les cas limites et donc contribuer à mieux définir le centre. Les limites chronologiques ne doivent pas être contraignantes. Des exemples pris avant les années quarante et après les années soixante peuvent apporter au débat.

Compte-rendu dans le prochain numéro des Cahiers.

Compte-rendu également de la journée qui se déroulera les 16 et 17 novembre au Sénat sur Les associations et le champ politique au XXème siècle, organisée par le Centre d'histoire sociale du XXème siècle (Paris 1-CNRS), le Centre de Recherches historiques (Paris 8) et le Centre d'Histoire de la France contemporaine (Paris 10).

INITIATIVES II : BIENVENUE A L'ASSOCIATION « 1907 »

Le Bulletin de Liaison et d'Information du Groupe Informel de Recherches Universitaires sur l'Histoire du Scoutisme (B.L.I.G.I.R.H.U.S), dont nous signalions la régulière parution, disparaît au profit d'une association de chercheurs, au nom, cette fois-ci, très court : 1907. Nous reproduisons ici le texte présentant les buts de cette association au nom si énigmatique.
1907, réseau de recherches interdisciplinaires sur le scouting et les mouvements de jeunesse, a pour but :

- de constituer un réseau de chercheurs s'intéressant au scoutisme comme objet d'études scientifiques et par extension aux mouvements organisés de jeunesse à visée éducative ;
- d'approfondir la connaissance du scoutisme ou des scoutismes dans l'ensemble de leurs dimensions et sensibilités ;
- d'étudier leurs pratiques et les interactions avec les sociétés dans lesquels ils évoluent.

Voilà un projet auquel nous souhaitons une « franche » réussite.
Pour tout renseignement : Jean-Jacques Gauthé (président), 142 route de Douai, 59450 Sin-Le-Noble – Courriel : assoc1907@post.club-internet.fr.

archives

VIE DES ARCHIVES I

Les actes de la journée "Archives et mémoires étudiantes : sauvegarde et valorisation", que nous avons co-organisée avec la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), le 23 février dernier à Nanterre, seront co-édités prochainement en partenariat avec la BDIC et l'Association des Archivistes Français, avec le soutien de la Direction des Archives de France. Nous prévoyons de sortir cette publication pour le printemps 2001, à l'occasion d'une éventuelle seconde journée d'études. Vous pouvez toujours les acheter en souscription au prix de 90 F (chèque à l'ordre du GERME).

VIE DES ARCHIVES II

Avec le soutien financier de la Direction de la Recherche, un programme de classement et de valorisation des archives étudiantes conservées à la BDIC va pouvoir être mis en place dans les mois prochains. Ce programme va permettre d'embaucher des vacataires pour traiter des fonds étudiants déjà collectés, mais à classer, ou à collecter. Certaines séries des archives de l'UNEF (concernant la période qui s'achève en 1970/71, date de l'éclatement de l'UNEF), une première partie du fonds de l'UNEF US, une série de dossiers par université sur Mai 68 constituent un premier chantier. Le reste des archives UNEF US, des archives concernant le MAS sont, elles, à collecter, avant de faire l'objet d'un classement et d'un instrument de recherche. Un début de recueil de témoignages oraux est également prévu.
D'autre part, dans le cadre de ce programme et avec le soutien de la Direction des Archives de France, une première phase de développement d'un guide des sources sur Internet va être entamée. Nous vous tiendrons informés de l'avancée de ces chantiers dans les prochains Cahiers.

dictionnaire biographique

Le travail du dictionnaire biographique continue. Listes des membres de bureaux d'AGE, de dirigeants syndicalistes étudiants que l'on peut trouver dans les archives, des notices biographiques (par exemple dans les mémoires de maîtrise ou de DEA) sont utiles, ainsi que les entretiens enregistrés.

Toutes les personnes intéressées sont invitées à se manifester auprès de :

Alain MONCHABLON, CNRS URA 1738,
9, rue Malher, 75181 PARIS CEDEX 04,
tel : 01 44 78 33 79 - fax : 01 44 78 33 33.

document

LE PLAIDOYER DE MAURICE GARCON AU PROCES DISCIPLINAIRE DU 2 MARS 1936 INTENTE A JEAN BASSOMPIERE. (extraits)

(Le texte intégral de la plaidoirie, éditée en brochure imprimée, peut être consulté à la B.D.I.C. – remerciements à Irène Paillard pour nous avoir signalé l'existence de ce document)

ELOQUENCE DU BARREAU ET REALITES ETUDIANTES.

Les années 20 et 30 furent particulièrement troublées au Quartier latin ; chahuts, grèves, manifestations violentes et bagarres de rue émaillent la période. Il ne s'agit pas seulement d'une turbulence corporative, mais bien, greffée sur celle-ci, d'une série de harcèlements politiques à forte résonance auxquels la presse parisienne, majoritairement à droite, assure un relais favorable. C'est l'époque où l'Action Française a fait « main basse sur le Quartier Latin », selon l'heureuse formule de Jean François Sirinelli, particulièrement dans les années 20, relayée en même temps que concurrencée dans la décennie suivante par d'autres groupes d'extrême droite. C'est dans ce contexte que se situe l'affaire Jèze, qui dura tout l'hiver 1935-1936, dont un incident particulier fut l'occasion de la plaidoirie de Maurice Garçon, une des gloires du barreau parisien. Beau morceau d'éloquence, où à vrai dire les faits sont évoqués avec une élégance et un flou qui les rendent incompréhensibles au lecteur contemporain sans l'appui de sérieuses précisions.

1935 : Mussolini, à la recherche d'un Empire colonial dont il est quasiment dépourvu, se lance à la conquête de l'Ethiopie. Pour le malheur de l'entreprise italienne, la lointaine Ethiopie n'en est pas moins un pays internationalement reconnu et membre de la Société des nations. L'Ethiopie porte donc plainte devant le Conseil de la SDN, où sa cause est plaidée le 5 septembre par Gaston Jèze, professeur à la Faculté de droit de Paris et spécialiste du droit international, contre une délégation italienne qui quitte la séance. C'en est trop pour une droite française, et particulièrement son intelligentsia qui a pour Mussolini les yeux de Chimène. C'en est donc trop aussi pour les étudiants de la Faculté de droit, où G.Jèze fut déjà chahuté en 1930 pour avoir imaginé que la "réaction" y avait disparu. L'universitaire est pris à partie pour avoir critiqué son gouvernement et s'être mis au service d'un Etat étranger, et surtout pour attiser un risque de guerre européenne dont les étudiants, officiers par vocation, seraient les premières victimes. Dès la rentrée universitaire, le cours de G.Jèze est rendu impossible par un vacarme étourdissant, où dominent les cris de « Jèze démission », et le doyen annonce la suspension de cet enseignement jusqu'à Noël. En janvier 1936 la tentative de reprendre le cours est un fiasco : interdit de cours, Jèze est coursé par un commando étudiant jusque dans la salle des professeurs qui est envahie. Du coup la faculté tout entière est fermée pour deux semaines. A la réouverture, les tentatives de reprise du cours sont autant d'échecs, et Jèze doit à chaque fois battre en retraite sous les hurlements et les projectiles.

C'est le 10 février qu'entre en scène « un honnête étudiant plein de feu (qui) n'appartient pas à une famille de forcenés, déclare n'appartenir à aucun parti susceptible de lui donner des ordres », selon les termes de Me Garçon : Jean Bassompierre. N'étant pas inscrit au cours de G.Jèze, il s'est fait prêter une carte par un autre étudiant pour passer les barrages, et jette sur l'estrade une ampoule lacrymogène qui provoque l'évacuation immédiate de la salle. Déféré le 2 mars au Conseil de l'Université siégeant en commission disciplinaire, il est le premier depuis les origines à y comparaître pour ce genre de motif : aucun des organisateurs de troubles n'en a jamais été menacé, et le Conseil n'a pour l'essentiel à connaître que de fraudes aux examens et de vols de livres en bibliothèque. En principe un étudiant peut y être défendu par des délégués étudiants élus annuellement depuis 1920 dans chaque faculté. Ceux de la Faculté de droit sont plus que sympathisants de Bassompierre, ils sont les co-organisateurs du mouvement contre Jèze. Mais alors que l'agitation se poursuit et s'accentue à la Faculté de droit, le choix est fait de faire appel à Maurice Garçon. Ce dernier, on le voit, minimise les évènements (« une déplorable Espièglerie »), les dépolitise en n'y voyant qu' « querelle qui sépare un maître de ses élèves » et fait appel à la tradition de tolérance et de clémence de l'Université, en puisant ses exemples dans la galerie des figures libérales poursuivies par les régimes autoritaires du XIXe siècle.
Magistrale plaidoirie qui obtint sur l'instant un plein succès : Bassompierre se vit en tout et pour tout interdire de se présenter aux examens de juin, « peine après la réprimande la moins forte qui puisse être appliquée » notèrent les observateurs. Il est d'ailleurs peu probable que cette interdiction l'aie beaucoup gêné dans ses études : dès l'été 1936 il est membre du CSAR, la Cagoule, et entame ensuite une évolution qui le mènera à la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme puis à la légion Charlemagne au

sein de la Waffen SS avec le grade de Hauptsturmführer, pour finir devant le peloton d'exécution de Fresnes le 20 avril 1948 . Maurice Garçon avait conclu sa plaidoirie en voulant préserver « l'avenir d'un garçon de vingt ans, victime d'une ardeur juvénile qui le fuira toujours assez tôt ». Bon défenseur mais mauvais prophète

Alain Monchablon

PLAIDOYER DE MAURICE GARCON
EN MARGE DU *PRO JUVENTUTE*
UN PROCES DISCIPLINAIRE
2 MARS 1936

Monsieur le Recteur,

Messieurs,

Si j'avais dû chercher quelqu'apaisement à l'inquiétude que pouvait me procurer la poursuite disciplinaire intentée contre Jean Bassompierre, étudiant en droit, le rapport de votre commission d'instruction me l'eût fourni. La modération même de la solution qu'on vous propose m'est un sûr garant que vous entendez réduire à ses justes proportions une manifestation que certains ont voulu représenter comme un attentat, et qui ne fut qu'une déplorable espièglerie.

Le fait reproché ne comporte aucune discussion. Il tire son origine d'une querelle qui sépare un maître de ses élèves et je veux me garder de porter une appréciation sur les raisons du conflit. Il doit nous suffire d'en connaître les erreurs.

Le Professeur s'était vu naguère distribuer le rare privilège de défendre les intérêts d'un Etat étranger, qui se prétendait victime d'une agression. Il devait présenter des revendications devant le tribunal de la Société des Nations. De sa plaidoirait pouvait, semblait-il, dépendre la paix ou la guerre et la France, soucieuse d'apaiser des fureurs capables d'enflammer le monde, intervenait dans le débat.

La cause exigeait du tact, de la souplesse et de la douceur. On raconte que le Professeur montrat tant de violence et tant de hargne qu'il obligeau son adversaire à quitter la salle. Belle victoire qui compromit toute conciliation, permit la guerre et fit craindre, dit-on, une conflagration générale.

A tort ou à raison beaucoup estimèrent qu'il n'appartenait pas à un professeur français de troubler, à l'étranger, pour son compte personnel, les intentions politiques de son propre pays.

Les jeunes gens des Ecoles et des Facultés appartiennent à une génération qui n'a point vu les atrocités de la guerre, mais leur enfance s'est développée dans le deuil et leurs pères en ont tant souffert qu'ils en mesurent toute l'horreur. Ils savent que si la France est engagée dans un nouveau conflit, c'est leur sang qui coulera et non celui des imprudens à cheveux blancs.

Leur inexpérience les a porté à croire que cette considération leur conférait des droits.

Aussi, lorsque le maître revint à Paris avec l'ambition de leur dicter des enseignements, les élèves fomentèrent un beau tumulte. Ils obligèrent celui dont ils avaient jugé la conduite répréhensible à fuir sous les huées, et ils lui firent à travers les rues du Quartier Latin une conduite de Grenoble.

La presse n'a rien fait pour calmer les esprits. Passionnée pour ou contre, elle a, par ses encouragements ou ses menaces, ajouté à une exaltation générale qui ne demandait qu'à s'exaspérer.

Votre Conseil fut réuni et a suggéré au ministre une sage mesure. La dispute avait dépassé le simple cadre d'une agitation ordinaire d'étudiants turbulents. Elle puisait ses racines dans des divergences politiques qui divisaient même les hommes mûrs. Tout en reprouvant un désordre nuisible autant à la dignité de votre Académie qu'au travail, vous avez proposé, dans un louable souci d'apaiser toutes choses, que le cours du Professeur si préoccupé de politique extérieure, se fit provisoirement à l'extérieur de la Faculté dans quelque local convenable. Cette solution eut fait cesser le trouble et eut donné le temps aux esprits échauffés de retrouver leur calme. Le Ministre en a jugé autrement et, méprisant votre avis, a prétendu vouloir imposer, au besoin avec le concours des gardiens de la paix, un enseignement que nul ne voulait plus entendre.

C'est alors que quelques uns, assurément fort exaltés, ont cru, avec un enthousiasme démesuré, devoir s'ériger en défenseur de votre Conseil lui-même dont on négligeait l'opinion.

Sans doute ils avaient tort.

Jean Bassompierre est de ceux-là. C'est un honnête étudiant plein de feu. Il n'appartient pas à une famille de forcenés, déclare n'être affilié à aucun parti susceptible de lui donner des ordres, et a agi de son propre chef, gagné par un sentiment d'émulation qu'on rencontre fréquemment chez les hommes assemblés en foule.

Lors des troubles du premier semestre, il était en Angleterre et n'a pris part à aucune manifestation. Lorsqu'il revint à Paris, les esprits étaient fort enflammés. Avec l'emportement de la jeunesse il ne lui a fallu qu'un instant pour se trouver au diapason. On lui dit que malgré votre sage prudence le cours se ferait encore, comme par défi, dans la Faculté. Emu dans sa conscience, il résolut d'en empêcher, et se procura un liquide dont le propre est de tirer des larmes artificielles des yeux les moins disposés à pleurer.

Il se rendit au cours, brisa son flacon, répandit son contenu sur le plancher et rendit l'atmosphère de la salle si subitement lacrymatoire qu'on n'entendit bientôt plus que les manifestations bruyantes d'un coryza général. Bien qu'il soit très attaché à expliquer les ressorts secrets de la législation financière, le Professeur lui-même dut renoncer à faire autre chose que s'éponger les yeux. Après un moment de résistance, il dût se reconnaître incapable de pousser plus avant une démonstration juridique, et gagna en toute hâte la sortie pour respirer, au dehors, un air frais capable de calmer ses sanglots et ses éternuements.

C'est pour avoir consommé cet attentat, innofensif pour les muqueuses mais décisif pour l'enseignement, que Jean Bassompierre est traduit aujourd'hui devant le conseil de discipline.

Vous reconnaîtrez, Messieurs, que si vous êtes constitués en juridiction exceptionnelle, l'affaire qui vous est soumise n'est pas moins exceptionnelle.

Lorsqu'à intervalles heureusement peu fréquents vous vous réunissez dans cette même salle pour réprimer quelque faute, ceix sur lesquels s'étend votre justice ont perdu le droit de lever le front. Ce sont, en général, de jeunes gredins qui ont déjà pour opinion courante que la fraude et l'intrigue remplacent dans la vie la probité et la loyauté. A peine nés, les uns ont pipé les dés, trichant aux examens, tentant d'escroquer des diplômes, s'attachant à acquérir par des manoeuvres deshonnêtes des titres auxquels ils n'avaient aucun droit. D'autres sont des voleurs qui ne fréquentent les bibliothèques universitaires que pour y dérober des ouvrages et qui ne feuillettent les livres que pour en arracher les pages. Ce sont de malhonnêtes et méprisables jeunes gens auxquels on évite pitoyablement, par un simple châtiment discilinaire, la peine de prison qu'ils méritent.

Aujourd'hui au contraire l'air que nous respirons reste pur. Celui que vous devez juger n'a rien glissé de vil dans son dessein. On ne peut lui reprocher aucune action deshonorante. Il n'a été animé par aucun intérêt personnel. Pour sa défense, il n'a point cherché à diminuer la portée de ses agissements par des faux-fuyant. Conduit chez le doyen, il a fourni les explications les plus complètes, les plus franches et les plus loyales. Il a tenu à prendre l'entière responsabilité de son geste, et l'a justifié par la conviction ardente d'avoir cru agir conformément aux ordres de sa conscience. Il a refusé seulement de dénoncer le ou les camarades qui lui ont procuré le melange lacrymogène, en quoi il a montré qu'il avait une âme noble.

Vous aurez le droit de dire qu'il a mal agi, mais vous n'aurez pas le droit de le mépriser ; vous arbitrerez peut-être qu'il a eu tort, mais vous ne lui refuserez pas la main.

Ainsi se pose un étrange et douloureux problème qui peut vous porter à prononcer contre un adolescent une peine grave sans avoir rien à lui retirer de votre estime.

Heureusement le fait poursuivi n'a pas eu de conséquences dramatiques. Les larmes qu'il a fait verser n'étaient pas de souffrance. C'est moins le geste en soi qui doit vous préoccuper que l'appréciation dans sa manifestation extérieure, de l'opinion qui l'a provoqué.

Si je ne savais, par tradition de famille, que vous n'êtes pas de ceux qui obéissent à leurs passions, fussent-elles politiques, j'aurai le droit d'être inquiet. Rien n'est plus redoutable que le jugement des hommes lorsqu'ils laissent guider leurs décisions par leurs sympathies ou leurs rancunes personnelles. L'honneur d'un magistrat veut qu'il rende la justice même à ses ennemis et qu'on ne trouve point dans les sentences qu'il rend la trace des passions qui l'agitent.

Vous êtes les Maîtres chargés d'ouvrir l'esprit des jeunes gens aux connaissances humaines, vous formez les cerveaux des générations qui feront la fierté du pays et vous êtes avant tout, pour vos élèves, paternels et bienveillants. Lorsqu'on vous a laissé, avec indépendance, maintenir seuls la discipline de vos écoles, on n'a jamais noté d'abus. Vous avez toujours conservé le souci d'allier le respect de l'ordre avec la protection que vous devez à l'avenir des enfants dont l'instruction vous est confiée.

En matière politique, c'est lorsqu'on a méprisé votre prudence qu'on est tombé dans des excès, soit qu'on ait substitué à votre juridiction celle des tribunaux de droit commun, soit que, sous des gouvernements sans liberté, le

pouvoir ait pris le droit de vous dicter vos sentences.

Encore, ces abus là n'ont eu qu'un temps, et l'histoire a fait justice de ces iniquités.

(...)

On n'a pas le droit de préjuger de la destinée des jeunes gens et d'en troubler le cours lorsque la probité n'est pas en cause. La jeunesse est un bien trop précieux pour qu'il soit donné de lui donner des coups mortels. Son enthousiasme, qui n'est plus pour nous qu'un souvenir, est de nature à nous inspirer toujours une affectueuse tendresse.

Souvent, dans la certitude où ils sont de tenir la vérité dans l'impatience qu'ils montrent à ne point admettre la contradiction, les adolescents s'exaltent, se trompent et dépassent les bornes. Vaut-il pas mieux qu'il en soit ainsi ?

Combien nous dégoûterait une jeunesse placide et froide qui ne croirait plus à rien. Devons nous lui reprocher de penser autrement que nous et d'être plus hardie dans ses projets ? Depuis quand estime t-on que la jeunesse doit être pondérée, depuis quand se range t-elle ailleurs que dans l'opposition ? Que penserions-nous si elle était gouvernementale et opportuniste ?

Dès lors, comment nous étonner de ses éclats ? Déjà, chez l'homme mûr si fier d'une liberté de penser, qui n'est souvent qu'une illusion, la manifestation des opinions évite mal le tumulte. A plus forte raison chez l'adolescent qui tient pour rien son intérêt et dont l'exaltation orgueilleuse et toujours sûre d'elle franchit aisément les frontières de la prudence.

Dans la dispute qui nous occupe, il ne faut point s'étonner que les étudiants soient tombés dans le paroxysme, lorsque nous constatons que ceux qui, par leur âge, eussent dû s'attacher à les calmer ont multiplié les efforts pour les exaspérer. En cela ils ont été de mauvais bergers. Quelle que soit leur opinion, qu'ils appartiennent à la droite ou à la gauche, ils auraient dû comprendre qu'il n'est jamais permis d'utiliser, pour le profit de ses passions, les enthousiasmes juvéniles qui ne sont que trop prompts à s'enflammer. Prendre des enfants généreux pour en faire des partisans est un crime contre l'enfance même.

Dans la circonstance présente, on a voulu les persuader que ce qui n'était qu'une opposition d'opinion devait dégénérer en lutte de classe, on a cherché a dresser perfidement contre les étudiants leurs frères moins favorisés des faubourgs, on a tenté de profiter de troubles légers pour jeter la panique et agiter le flambeau de la guerre civile. Ils ont réagi nerveusement, n'ont point toléré la menace et ils étaient trop fiers pour ne pas tomber dans l'outrance lorsqu'ils ont cru qu'on voulait leur inspirer de la crainte.

Ils ont droit à d'autant plus d'excuses pour avoir été excessifs que les hommes mûrs ont manqué à leur devoir d'être calmes.

Encourager le trouble est toujours une faute, mais c'est faire œuvre de méchant que d'aggraver le désordre par esprit de parti et d'utiliser pour cette fin la jeunesse inconsciente, frémissante et généreuse.

Votre Tribunal n'entendra pas les clameurs proférées au dehors par des hommes divisés qui nourrissent l'impossible espoir de vous enlever votre sérénité et de vous faire rendre une sentence passionnée.

Vous avez trop de sagesse pour ne point comprendre que votre rôle est avant tout pacificateur. Aussi bien votre expérience vous porte à savoir que, si les cabales d'étudiants sont de tous les temps, elles n'ont jamais de ressorts pervers et ne sont provoquées que par des indignations désintéressées. Les révoltes sont fomentées plutôt contre les idées ou les doctrines que contre les personnes et s'il fallait en apporter la preuve il suffirait de rappeler la qualité des maîtres dont l'enseignement fut troublé. Tour à tour Edgar Quinet, Michelet, Renan connurent le désagrément des cours interrompus et des hurlements frénétiques. Chaque fois des esprits chagrins ont cru, tant l'emportement était grand, que jamais pareil tumulte ne s'était élevé et qu'il faudrait pour le réprimer des mesures terribles. Pourtant, après quelques semaines d'éclat, des solutions heureuses ont toujours amené la paix sans fracas. Entre honnêtes gens, ont finit toujours par s'entendre.

(...)

Quel retour ce souvenir doit nous conduire à faire sur nous-mêmes. Nos pères devenus vieux nous ont fait le récit de ces exploits de leurs jeunes années. Bien qu'ils fussent apaisés et devenus amis de l'ordre, leur œil brillait soudain encore d'une lueur malicieuse lorsqu'ils évoquaient ces tempêtes. Le rappel des luttes qu'ils avaient menées faisait toujours battre leur cœur en les reportant, par le souvenir, dans un temps que l'âge venu fait regretter.

Lorsque Lerminier, professeur de droit, perdit sa popularité sous le ministère Molé et fut accueilli par tant de sifflets qu'on dût appeler la police, il regarda son auditoire moins indigné qu'ému. Un rappel confus d'heures anciennes lui revint en mémoire et il désarma ses détracteurs en écrivant au tableau faute de pouvoir se faire entendre :

- Je trouve moins ignominieux d'être sifflé par des étudiants égarés que d'être appuyé par des sergents de ville. S'ils entrent, je pars.

Livres – thèses - mémoires

TROIS LIVRES POUR UN ENTERREMENT

(O. Spitakis, *Tout sur la MNEF* – E. Decouty, *Les scandales de la MNEF, la véritable enquête* – J-C. Cambadelis, *Le chuchotement de la vérité*)

La MNEF est morte, mais alors même que les opérations de liquidation de la succession en faveur de la ME (Mutuelle des Etudiants) ne sont pas achevées, règne une intense activité éditoriale.

A peine mis en liberté sous caution, c'est le livre d'**Olivier Spitakis** qui jouit d'une grande publicité, avec des passages radio et télévision de l'auteur de ***Tout sur la MNEF*** (Edit. N° 1).

Laissons de côté une bonne partie concernant le dossier "affaires", en soulignant que Spitakis a un argument fort, puisqu'il se situe dans le cadre du fonctionnement d'une entreprise privée dans une période de "restructurations" du secteur public ou la frontière public/privé se déplace vers le second pôle. Et de ce point de vue, effectivement, il se comporte comme n'importe quel chef d'entreprise : recrutant son personnel parmi ses connaissances qu'il estime les plus compétentes, comparant son salaire avec celui de ses autres homologues, investissant pour améliorer la situation financière de l'entreprise. De telles pratiques "sont banales dans le monde de l'entreprise dont fait partie celui des sociétés mutualistes. Nul n'est censé ignorer la loi, et encore moins celle du marché" (p.17) Rajoutons que nul n'est obligé de s'y plier sans tenter de la combattre. Mais il y a effectivement tartufferie quand certains reprochent des dérives qu'ils ont eux-mêmes encouragées, couvertes, voire pratiquent dans leurs propres entreprises, fussent-elles également des mutuelles. Tout ceci ne fait que rendre urgente la réflexion sur la manière dont le pouvoir peut être effectivement exercé par les mandants (sociétaires, adhérents et conseils d'administration) sur des organismes dont la gestion est confiée à des directeurs. Car, nous nous permettons d'insister, de l'absence de contrôle démocratique naissent secrets, et donc les conditions propices au passage de phénomènes sociologiques (bureaucratie, népotisme, clanisme) à l'infraction (abus de pouvoir, de biens....).

Nous choisissons, ainsi que nous le ferons pour les deux autres livres, de nous en tenir àà la dimension plus politique. Olivier Spitakis se considère partie prenante d'une "génération MNEF-UNEF (...) qui a restructuré le milieu étudiant en refondant l'UNEF". Mais on sent bien à la lecture de l'ouvrage que, pour l'auteur, la MNEF (et son directeur général sortant) devait être au centre du mouvement étudiant, qu'elle "devienne une fois pour toutes la maison commune de tous les étudiants". La MNEF entendait, par exemple, quasiment se substituer (mais avec leur soutien) à un syndicalisme de services (p.80), laissant en fait aux syndicats la dimension presque exclusivement revendicative. Interlocuteur unique des pouvoirs publics en matière de jeunesse, comme lors de la mobilisation contre le CIP en 1994 sous le gouvernement Balladur (et sur la "carte jeunes"), il y a cette ambition, qui fait naître une forte confusion entre syndicat et mutuelle, et que l'on voit dès les premières pages : "au delà de mes proches ou de moi-même, c'est l'avenir de la mutualité étudiante qui est en cause. Après Mai 68, qui en fut la première, voici la deuxième mort du syndicalisme étudiant". Curieuse vision que celle de Mai 68, comme celle du syndicalisme étudiant qui a pourtant pré-existé à la mutuelle (puisqu'il l'a fondée). Il est vrai - toute une série de pages le confirme - que la mutuelle disposait de moyens de pression sur les courants et les syndicats étudiants au point de peser sur le changement de majorité de l'UNEF-ID en 1994, pour ne pas laisser l'UNEF aux rocardiens (p.94).

Une des explications les plus surprenantes des problèmes qui vont toucher la direction de la mutuelle c'est "la chute du mur de Berlin (comme) début des ennuis" (titre du chapitre p.85). La fin de la guerre froide aurait enlevé toute utilité, malgré (et grâce) "aux combats menés par toute une génération violemment anti-stalinienne ", à la MNEF qui était auparavant "destinée à maintenir un pôle de stabilité dans la jeunesse susceptible de compenser l'influence du parti communiste". Enfin, Spitakis confirme bien le tournant de 86 (moment où la majorité de l'UNEF-ID passe de l'OCI au PS) puisqu'il n'y aura plus de "tendance MNEF/PS dans l'UNEF (...) de fait elle n'a plus de raison d'être".

Evidemment, la mémoire est trompeuse et il est clair que ce n'est pas en prison qu'on dispose d'une documentation permettant de tout vérifier, et qu'il faut parfois se contenter de s'inspirer de l'enquête du *Monde* (notamment en ce qui concerne le "Yalta" de janvier 1979). On se demande néanmoins pourquoi

disparaissent, de cette réunion au siège de FO (et à laquelle Spitakis ne participait pas même si on a l'impression qu'il y est), Serge Lagauche, et Jean-Marie Leguen (p.62). Dans la même veine, la tendance à noircir le tableau de la mutuelle avant l'arrivée du sauveur est humaine. Mais de là à voir des trotskystes à la direction de la MNEF en 1969, sous la présidence de Christian Blanc, comme à détecter en 1979/1980, "différentes mouvances d'ultra-gauche au bureau national" qu'il faudra "aiguiller vers la création d'une force syndicale tant souhaitée (l'UNEF ID)", on a du mal a détecter, dans nos listes des BN de la MNEF de l'époque, de tels "ultras". Il y aurait beaucoup d'anecdotes à commenter, je me contenterai de celle concernant le 3ème cycle d'économie sociale du Mans, dans lequel étaient inscrits nombre de dirigeants de la MNEF et même de l'UNEF-ID. Le livre (p.50) le présente comme une "innovation" et une reconnaissance de l'économie sociale, alors que l'interprétation - mal intentionnée évidemment puisque émanant à l'époque de minoritaires - pouvait être celle d'une simple mesure pour favoriser l'obtention de diplômes, par la patrie reconnaissante, à des syndicalistes et mutualistes reconnus. Quoi qu'il en soit, Spitakis nous livre son sentiment : "cela fait toujours une drôle d'impression de voir certains enseignants vous demander lors des examens oraux : notez-vous, vous êtes mieux à même que nous de juger : vous vous pratiquez".
Le livre n'écarte pas des piques et des jugements personnels sans que les divergences, conflits et éloignements ne soient expliqués. Ainsi, c'est sur un ton très "paternel" qu'il s'inquiète (p.71) du "traumatisme" qu'aurait entraîné pour Cambadélis sa rupture avec le PCI, difficile arrachement à ce "qui avait fait sa jeunesse", là où nous voyons un choix politique. Il en est de même à propos d'autres personnes.

Enfin, le critère d'insertion dans la liste des "anciens responsables de la MNEF" (annexe 3) est très flou. Certains n'y ont que leur nom sans précisions, il y des membres du CA ou du BN, mais aussi de sections locales. Je remarque deux absents : tout d'abord Charles LEBERT, artisan de la naissance de la sécurité sociale étudiante et de la MNEF en 1948, ensuite Pierre SICART qui dirigea la FSEF (fondation santé) avant que Spitakis ne lui succède. Et pourtant, ils figurent tous deux dans le "dictionnaire des 50 ans". Le mystère demeure, mais ces lapsus sont comme tous les actes manqués... des actes réussis, dont on attend néanmoins l'explication.

C'est chez Michel Lafon qu'**Eric Decouty**, journaliste au *Parisien* publie ***Les scandales de la MNEF la véritable enquête*** (drôle de sous-titre, comme si des confrères en menaient de fausses?)

On n'y apprend rien de plus que dans les articles de presse, mais la collection de ces différents morceaux en un seul ouvrage, que l'on peut lire d'une traite, laisse un malaise. Il faut donc revenir sur les pages pour s'apercevoir d'abord de certaines contradictions, et d'une méthode d'exposition qui s'apparente à une vision héroïque de l'histoire. Exemple, dès 1975 "l'OCI compte dans ses rangs un leader déterminé et ambitieux qui va servir son dessein (celui de Mitterrand) en espérant gagner son propre avenir" (p.26). Il s'agit bien entendu de Cambadelis. Pour parfaire la mise en scène, ce "jeune loup" a des "allures de play boy (...) bien coiffé, toujours impeccable" (pp. 28-29). Mais on apprend (p.30) qu'il ne pense probablement pas déjà à son passage au PS. Bref, dès 1975 il sait qu'il ne sait pas mais ce n'est pas grave puisqu'il sera et que s'il n'avait pas été ce qu'il est on n'en parlerait pas... C'est du Raymond Devos. Terminons sur une caractéristique de Cambadelis qui le promet à ce grand avenir : "il a la passion de la politique. Voilà qui tranche avec la moyenne des militants trotskystes" (p.29). Ah bon. Il y a des militants qui - à l'époque - s'investissent avec l'énergie qu'on sait mais qui n'ont pas cette passion de la politique...
De même, le Yalta de janvier 1979 devient le "coup d'état" et "ne reste plus aux troyskystes qu'à prendre le contrôle du grand syndicat unifié" et, en mai 1980, à sa fondation "les trotskystes s'emparent de la toute nouvelle UNEF ID". Ainsi, le lecteur moyen qui ne connaît pas la période (pas plus qu'Eric Decouty visiblement) en conclut que, par un accord secret, les "trotskystes" s'emparent, avec l'appui des socialistes, d'un syndicat qu'ils arrachent des mains de... Mais au fait, des mains de qui ? Il n'y avait pas besoin d'un accord secret pour constater que l'OCI disposait en 1978/1979 d'un nombre de militants étudiants supérieur à celui de la LCR, et bien plus encore que les étudiants socialistes. Par contre, ces négociations jouent effectivement à la marge, sur des modalités d'amplification ou de minimisation des rapports de force, comme sur des mises en scène. Ainsi, quand, en avril 1980, un CA de la MNEF, précédant le congrès de réunification, ne peut voter les hausses de cotisations, c'est tout simplement qu'une altercation oppose Rosenblat et Cambadélis à Le Guen et Salzman, qui ne cessaient d'interrompre Julien Dray, obligeant le Président (Grosz) à lever la séance. Pas besoin de connaître d'accord secret, la pièce se jouait devant tout le monde puisqu'une fois la séance close (à la suite de l'intervention de Dray nous dit le PV), les quatre protagonistes vont boire un coup ensemble. Cela empêcha t'il le vote des hausses au CA suivant durant les vacances par la majorité du CA ? Non. Mais le congrès de réunification était passé. Et dire de ce congrès : "Nanterre est avant tout le résultat de jeux politiques souterrains", c'est

ignorer que les enjeux politiques étaient tout sauf souterrains, et qu'au cours de ces premiers mois de 1980, dans la plupart des courants, les militants discutaient, et qu'à plusieurs reprises le processus d'unification MAS / UNEF-US a été sur le point d'être rompu. Heureusement que les accords secrets ne prévoient pas tout (surtout s'ils sont secrets, ils ne peuvent être connus et il peut donc y avoir d'autres accords secrets, l'ensemble pouvant s'annuler).
De même, la fameuse intervention de Grosz au congrès de 1980 n'avait rien d'un "aveu" honteux puisque c'est tout a fait officiellement qu'UNEF ID et MNEF décidaient de renouer avec la tradition ancienne où des membres du BN de l'un assistaient aux BN de l'autre. Evidemment, la situation était différente entre le moment où il y une seule UNEF et celle de 1980.
Autre exemple d'incompréhension : "pour les leaders étudiants des années 70 l'avenir politique ne passe en revanche ni par la mutuelle, ni par le syndicalisme (...) la gestion de la MNEF et la protection sociale des étudiants ne figurèrent plus guère parmi leurs préoccupations" (p.41)... Mais - à part quelques individus passionnés par cette gestion et la protection sociale - la majorité des syndicalistes (et ce depuis la fondation de la MNEF) n'a jamais eu ces préoccupations comme souci prioritaire. Là encore, on ne peut pas perdre ce qu'on n'a jamais eu...
Comment croire que Mitterrand "sait que sa marche au sommet de l'Etat ne se fera pas sans le contrôle du monde étudiant"... Ah bon ! 800 000 étudiants à l'époque empêcheraient Mitterrand d'être Président ? Et pourquoi pas 2 millions d'agriculteurs? De même, dire (p.63) que la diversification de la fin des années 80 va aboutir à la "mise en place d'une fondation santé", alors qu'elle existe depuis 1923, est un élément parmi d'autres qui peut jeter le discrédit sur d'autres éléments. Quel besoin de décrire Cambadelis rongeant son frein dans "les sous-sols d'une OCI de plus en plus paranoïaque" (p.44) pour parler des contradictions de plus en plus grandes entre la surface ouverte par l'action syndicale et celle - beaucoup plus restreinte - d'une petite organisation politique (contradiction qui existe également dans d'autres mouvements, y compris au PCF).
Laisser sous-entendre (p.251) que Jacques Delpy est une créature de Spitakis sans le dire ("ce n'est pas un proche de Spitakis, (mais) il va se garder de démanteler les structures qu'il a mises en place"), quitte à expliquer, quand on tourne la page, "et ce n'est pas la suppression par Delpy de plusieurs filiales qui peut désormais empêcher l'inexorable descente aux enfers" (p.265) n'est ni clair, ni très honnête. Evidemment, le lecteur se dira qu'avec Delpy, trésorier de l'association des anciens de l'UNEF, qui "connaît tous les rouages de la mutuelle", tout est imaginable. Mais pour qui fréquente régulièrement les Anciens de l'UNEF, (anciens d'avant la scission de 1970 - mais cela Decouty ne le dit pas, il n'a sans doute pas cherché à le savoir), cette vénérable assemblée est tout sauf une pieuvre tentaculaire. On y mange bien, on y travaille parfois sur certains sujets, j'en suis témoin. Quant à penser qu'entre Pouria Amirshahi et Delpy "le courant passe très bien, au point que le vieux monsieur un peu hautain, se laisse gentiment tutoyer par ce "gamin" d'Amirshahi, le Président de la Mutuelle qui a très vite gagné sa confiance" (p.269), on laissera à l'historien le soin d'interpréter les discussions de fond qui ont eu lieu entre eux, le tutoiement étant plutôt facile dans le milieu militant, même entre adversaires.

Beaucoup d'éléments sont ainsi mélangés, présentés (ou plutôt "mis en scène") d'une manière certes attractive, mais qui n'apporte rien, sinon de la confusion (qu'on écrive plutôt un roman policier, "meurtres à la MNEF" ou alors qu'on mène une véritable enquête sans mélanger les genres).

On apprend qu'à "la fin des années quatre-vingt, tous les anciens gauchistes étudiants sont installés dans des fauteuils de notables". Il y avait donc décidément peu de "gauchistes ". Des chiffres, des noms... Les cabinets ministériels "remplis" d'anciens de l'UNEF-ID ou de la MNEF ? Reprenons les noms de tous les conseillers dans les ministères et on verra qu'il y a plus d'énarques ou de membres des partis de gauche, qui ne sont pas passés par des responsabilités au sein des syndicats ou de la mutuelle étudiants. Et la proportion est encore moindre à l'assemblée nationale. Ce qui rejoint d'ailleurs le type de résultats obtenus pour l'UNEF des années 50 et 60 (voir contributions de Fischer et Monchablon au colloque de Nanterre en mai 2000).

Tout comme Herzberg dans *Le Monde*, Decouty parle de "génération MNEF". En fait, l'enquêteur reprend à son compte, sans s'interroger, la notion de génération que Spitakis, ou Cambadelis (mais chacun avec son langage), construisent pour légitimer leur propre trajectoire de représentants d'une génération. C'est la discussion de fond qu'ouvre bien plus sérieusement le livre de Cambadélis.

Jean-Christophe Cambadelis, *Le chuchotement de la vérité...*

Ce livre - à la différence des deux autres - ne se présente ni comme une menace de règlement de comptes (dans tous les sens de l'expression), ni une comme une enquête objective. Sa prétention se limite à raconter un itinéraire (parfois en confession comme le laisse entendre le " chuchotement"). Mais c'est

justement le passage à d'autres genres : essai, étude, message politique, qui est à la source d'une quantité importante d'erreurs. La plupart paraissent mineures, même si l'interrogation subsiste sur certaines d'entre elles (et sur certains silences). On ne sait pas toujours si le "nous" est un nous qui représente la "génération", l'organisation (politique, syndicale), un groupe d'individus (mais alors, lesquels) ou un "je", d'autant que si l'auteur peut témoigner de ce qu'il a personnellement vécu, il y a d'autres moments qu'il narre comme s'il en avait été acteur ce qui est parfois faux. Par exemple en ce qui concerne les lycéens dans les mouvements de 71 ou 73, c'est du "seconde main" (entendu lors d'une réunion de compte-rendu, raconté par un des acteurs...). Ecrit à la hâte, sans grand souci de vérifications, n'oublions pas qu'il s'agit avant tout du livre d'un homme politique, et c'est bien ainsi qu'il se présente. Il y a un effort particulier pour laisser la place à la plupart des personnes et personnages, ainsi que des courants, connus ou inconnus, vivants ou disparus, ce qui change par rapport à tous ceux qui ne s'intéressent qu'au passé des illustres du moment. Cet effort lui permet en tout cas de montrer que ce qu'il appelle la "génération UNEF" est bien plus large que ne le laisse entendre la presse, et dépasse les quelques mis en examen. De mauvaises langues disent qu'il s'agit de " mouiller un maximum de monde ". Sans doute les deux... On remarquera toutefois en lisant bien ce livre qu'il y a deux catégories : ceux qui ont continué à faire de la politique sont au PS, et les autres auraient cessé au profit d'autres activités, notamment professionnelles. Cela permet d'évacuer ceux qui font de la politique ailleurs qu'au PS et même au delà de la "gauche plurielle". Mais là, c'est le "N°2 du PS" qui écrit[1].

Si plus bas je m'attacherai à rectifier quelques erreurs (en essayant d'ailleurs d'en comprendre et d'expliciter le pourquoi pour certaines), commençons surtout sur le problème de fond : celui de la génération.

à propos du "phénomène clanico-générationnel"

"Il n'y a pas de génération MNEF" (p.42). Nous en sommes d'accord (voir "humeurs I" dans le précédent *Cahiers du Germe trimestriel*). C'est justement la raison pour laquelle j'avais évoqué un "phénomène clanico-générationnel" pour parler de la *"présence persistante dans la "galaxie MNEF" (...) d'une série de militants entrés dans le mouvement et le mutualisme étudiant au milieu des années 70"* dans l'article cité par Cambadélis. Celui-ci après avoir rappelé d'ou parlait Robi Morder : *"Robi est militant révolutionnaire, ce qui est son droit. Il a été membre du courant Comité communiste autogestionnaire et acteur actif de cette histoire, de ses grands mais aussi de tout petits moments. Il refusa par contre l'évolution de nombre de ses amis vers le parti socialiste. Pourquoi pas! Mais le concept de "clanico-générationnel" fleure quand même bon le praticien du trotskysme. Dans ce langage, il induit que ce "regroupement" n'a pas de base politique. Cette thèse ne tient pas parce que la plupart des acteurs de la MNEF sont au parti socialiste".* (p.44).
Or, dans l'article critiqué ("Eléments pour une histoire politique de la MNEF"), j'explique justement la trajectoire politique préalable de différents courants et acteurs du mouvement étudiant qui permet de comprendre le processus d'évolution de la Mutuelle (et non de la "génération" dans son ensemble). D'ailleurs, cet article est longuement repris (et cité) dans le chapitre *"glissement progressif"* (pp. 145-150). Et c'est bien pour ne pas confondre la partie pour le tout que je ne parle ni de "génération MNEF" (ou génération MNEF-UNEF comme Spitakis), tout comme je n'ai pas voulu parler de Mafia, ou simplement de clan (au sens de "famille"), parce que cette "famille recomposée" (à partir d'éléments issus de plusieurs familles politiques) est justement composée d'individus issus uniquement de cette "génération". N'est-ce pas Cambadélis lui-même qui parle de la *"constitution d'un "entourage"* à la direction MNEF dont *"le rapport avec le mouvement étudiant était pour le moins discutable"* (p.150). Or, si dans cet entourage, il y a bien des hommes (et femmes) d'affaires ayant fait leurs armes dans les écoles de commerce, plus que dans le militantisme (mais certains ont lié les deux, ceux dont Spitakis parle dans son livre par exemple), il y a aussi des hommes et des femmes qui sont passés du militantisme aux "affaires", ou ont continué à n'y voir que deux dimensions d'un même engagement.
"Pas de base politique"?, depuis quand les "groupes d'intérêt" n'ont rien de politique ? Que les journalistes et des juges estiment qu'il y ait une affaire PS dans l'affaire MNEF (et - le plus étonnant - que Cambadélis s'appuie sur cela pour sa démonstration sur la "génération politique" qui se trouve au PS), c'est leur interprétation. Or, je persiste à dire que s'est bien constitué un groupe d'intérêt autour de la direction de la

[1] Et pourtant, il y eut des animateurs des mouvements de jeunes de cette période qui ont continué à faire de la politique ailleurs qu'au PS. Ceux qui sont au mouvement des citoyens sont présentés comme "proches de Chèvenement". Le Ministre est cité, pas son mouvement. Quant à la LCR, si Laurent Zappi est cité, tel n'est pas le cas de Christophe Castaing qui fut pourtant au BN de l'UNEF-id et à la CA de la MNEF, toujours militant de la LCR, comme Christophe Aguiton pourtant actif pendant l'affaire Guiot et la Loi Debré. Tout comme Michel Breganti, animateur de l'opposition de l'UNEF-renouveau au Panthéon en 1980 qui fait basculer l'AGE vers l'UNEF-id à la réunification. Et même l'auteur de ces lignes (Robi Morder) est bien caractérisé comme étant "resté révolutionnaire" et ayant été membre des CCA, mais son appartenance à la LCR avant 1977 et après 1983 n'est pas précisée... Après tout, puisqu'il faut savoir qui je suis et "d'où je parle", autant ne rien oublier.

MNEF, à partir, notamment, de militants d'origine socialiste qui se sont agrégés à d'autres personnes, ce qui n'en fait pas pour autant un groupe socialiste. Dans le processus de cristallisation de ce groupe, il y a eu des individus qui rompent et d'autres qui arrivent, l'ensemble ayant fini par exploser dans une série de contradictions (comme le système soviétique a explosé). Evidemment, (comme le soulignent Boltanski et Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*) qu'il y ait nécessité pour les individus d'expliquer, (et légitimer y compris à leurs propres yeux) leurs actes par une idéologie (une *"culture MNEF"* comme le dit Cambadélis) est évident. Je demeure peut-être un affreux "matérialiste", mais - malgré l'autonomie relative du politique (et des idées) - il y a tout de même des intérêts en jeu qui permettent d'expliquer tel ou tel positionnement. Depuis le début des années 70, les différentes directions de la mutuelle se sont bien autonomisées vis-à-vis de leurs partis d'origine (cela vaut pour des éléments du BN PSU, puis du CERES, enfin des "mitterrandistes" dans toutes leurs "sensibilités"), rien "d'apolitique" donc là dedans, bien au contraire.

génération politique des années 70 et génération morale des années 80 ?

Je m'attarderai peu ici sur le sujet. C'est Claudie Weill qui résume bien lors de nos rencontres : *"A l'heure du prêt à porter, Cambadélis se construit une génération sur mesure"*.
Cambadélis parle d'une génération des années 70 coincée entre celle des années 60 (Algérie et mai 68) et 1981 (élection de François Mitterrand). *"Coincées entre les deux époques, les années 70 sont absorbées par 68 ou dissoutes par 81, elles n'ont pas droit au chapitre (...). Pour comprendre cette génération, il nous faut la raconter"* (pp. 46-47). Et c'est là que le bât blesse, et le débat commence. Car si l'on part des travaux sur "les années 68" (colloque "les années 68" à l'IHTP, nos propres rencontres de 1998 « nouveaux regards sur le mai étudiant et jeune »), la périodisation retenue est - grosso modo - 1965 (année retenue par Mendras comme celle d'un tournant) - 1976 (du moins pour les étudiants). D'ailleurs Cambadelis nous parle bien d'une *"page de 1968, déjà largement tournée en 1973, l'est définitivement en 1975"* (p.128). Peut-on parler dès lors (si l'on accepte de parler de génération) de génération 68 pour ceux qui - même s'étant engagés immédiatement après - ont vécu 68 comme un moment extrêmement important (voire comme une "révélation") ou de génération des années 70 ? Et peut-on dire - s'il y a une génération des années 70 - que c'est la même génération que ceux qui s'engagent à la fin de la décennie, alors que s'affirme la crédibilité d'une alternance électorale au profit du parti socialiste, que s'est éloignée la possibilité révolutionnaire, que l'extrême-gauche décline et que les sidérurgistes sont défaits ?. Et Cambadelis - qui parle de lui comme étant cette génération distincte de celle de 68 - nous dit pourtant qu'il est *"politisé dès (ses) 16 ans"* (p.53). Né en 1951, le calcul est vite fait : il y a bien un effet 68. Nous dire ensuite (p.184) : *"au début des années 70, je fis mes premiers pas de révolutionnaire"*, au moment où il adhére au trotskysme et à l'AJS, c'est tout de même effacer le *"bref passage"* dans l'organisation anarchiste "Rouge et Noir" (p. 53) passage qui va jusqu'en 1970 (p.194), comme si à 16 ans, s'engager dans l'anarchisme n'était pas révolutionnaire. Comment passer de cette sensibilité libertaire à un *"enfermement volontaire"* dans une version du trotskysme se préoccupant peu (voire condamnant) ces "nouveaux mouvements sociaux" (féminisme, homosexuels, immigrés, anti-militaristes...) qui symbolisent pour certains (dont l'auteur-même dans les premiers chapitres) ces années 70 ? C'est que Cambadélis était *"un révolutionnaire qui n'aimait pas le désordre"* (p.194). C'était son droit, beaucoup ont fait comme lui, mais beaucoup ont fait d'autres choix. Notons toutefois que séparer d'un côté la "génération algérienne" et de l'autre celle "des années 70", c'est surtout contribuer à effacer mai 68 comme moment, comme crise sociale, politique avec une grève générale et une situation où le problème du pouvoir s'est posé pendant quelques jours. Bref, une situation qui avait pu être caractérisée par certains comme révolutionnaire (ou " pré "-révolutionnaire), en tous cas assez exceptionnelle dans l'histoire.

Ce n'est pas l'histoire d'une génération que raconte Jean-Christophe, c'est son itinéraire (ou une partie de celui-ci, qui concerne son passage à l'OCI puisqu'il s'arrête en 1986), au cours duquel il croise d'autres individus, d'autres itinéraires. Est-ce que cela forme une génération ? Ou des éléments issus de plusieurs générations ? Ou bien autre chose?... Là est la véritable discussion à mener en dehors peut-être des projecteurs et des caméras. Car si le livre est celui du Cambadélis, député et "N° 2" du parti socialiste, il serait intéressant de discuter tranquillement avec le sociologue.

la mémoire est-elle soluble dans l'histoire... "anti-mémoires"

Nombre d'erreurs émaillent le récit. On peut les considérer comme mineures pour la plupart et puis, pour un juriste, "la bonne foi se présume". A la différence d'autres commentateurs, j'estime que l'humanité des individus permet mieux de comprendre les évènements que la mythification du "héros" (infaillible, ou machiavélique, ou ayant tout prévu). Commettant les mêmes types d'erreurs spontanément, si je ne suis pas amené à vérifier (et notamment par les échanges et les confrontations soit avec le document, soit avec d'autres témoins), je comprends bien qu'il se glisse des anachronismes dans un ouvrage qui avait une

échéance éditoriale rapide. Toutefois, je m'interroge sur le sens de certaines d'entre elles (volontaires ou inconscientes, en tous cas elles doivent bien avoir du sens?) mais j'attendrai de m'entretenir avec l'auteur. Je dois donc saisir l'occasion pour en relever quelques unes et puiser dans ma mémoire, confrontée à quelques vieux papiers et à quelques entretiens téléphoniques où j'ai du solliciter d'autres mémoires.

Les mouvements lycéens

C'est l'absence de clarté sur le "point de vue" (d'où parle t'il) sur les mouvements lycéens qui nuit le plus à Cambadélis. Car à force de mélanger témoignage direct, rapport de rapport, il confond ce qui ce passe là où il est (chez les étudiants, et les réunions internes de l'AJS et de l'OCI) et ce qui se passe là où il n'est pas. C'est inévitable dans les souvenirs, raison de plus pour vérifier et, du moins, émettre des réserves, utiliser les conditionnels.

J'ai sous la main les mémoires de maîtrise de Didier Leschi[2], le mémoire IEP de Karel Yon[3], sans oublier mes propres livres[4] brochures, archives, tracts et documents d'un mouvement que j'ai bien connu puisque - à la différence de Jean-Christophe - j'étais lycéen et ai participé à différents degrés, après la rentrée 68, aux CAL (Comités d'action lycéens), curieusement absents du livre, puis à "l'affaire Guiot" de 1971, à la lutte contre la loi Debré en 1973 et la réforme Fontanet en 1974[5].

Un oubli : les CAL (Comités d'action lycéens)
L'AJS (et avant 1968 la FER) étaient opposés à l'existence d'un mouvement autonome lycéen. Avant 1968, quand les CAL se créent, les jeunes "lambertistes" de "révoltes" proposent que les lycéens adhèrent à l'UNEF[6]. Ils ne seront pas dans les CAL et jusqu'à la création, par l'UNEF-ID, du "syndicat lycéen" en 1981 (avec - il est vrai - l'existence dans l'année précédente d'une "fédération nationale des délégués de classe"), la seule proposition que fera ce courant aux lycéens est de s'organiser politiquement. Mais ils ne s'opposeront pas (contrairement aux jeunesses communistes et à leur syndicat lycéen, l'UNCAL) aux coordinations tant en 1971 qu'en 1973. Il est vrai qu'en l'absence de syndicat ayant vocation représentative dans les lycées, "l'auto-organisation" des luttes est le seul mode de représentation que peuvent défendre aussi bien l'AJS ... que la LCR qui n'a pas d'orientation syndicale dans les lycées (et dans les facultés) à l'époque.

L'affaire Guiot (1971)
En ce qui concerne l'affaire Guiot (février 1971) - nom d'un lycéen de Chaptal condamné en flagrant délit, condamnation qui provoque une protestation - Cambadélis passe à côté de l'essentiel. C'est justement là que naît véritablement dans la jeunesse scolarisée la "coordination", et cela ne va pas de soi. Car si la LCR appelle à une coordination des comités de grève au lycée Chaptal, coordination qui appelle à une manifestation le mercredi 17 février au même moment se tiennent d'autres réunions : à la Halle-aux-Vins, aux Beaux-Arts,, à Buffon, à Saint-Louis. L'UNCAL propose des sit-in, le secours rouge maoïste appelle à un meeting à la Halle aux Vins. Uncal et SR s'opposent à la manifestation car ce serait mener les lycéens à l'abattoir. Dans les AG des lycées parisiens, le débat est vif. La manifestation est un succès, avec une forte participation de lycées justement peu "politisés" de banlieue, et même des collèges. Ainsi, ayant défilé des heures dans Paris (Chaptal - Concorde - traversée de la Seine - Boulevard Saint Germain), sans un policier en vue, c'est le succès de la manifestation qui donne la légitimité à la coordination. C'est à Turgot[7] que se tiennent les deux coordinations suivantes. Celle du jeudi 18 février décide d'appeler à une manifestation des lycéens à Buffon, qui rejoindra ensuite le rassemblement à la Bourse du travail, organisé par la FEN, la Ligue des droits de l'homme et la FCPE. Les deux branches de l'UNEF (la scission n'a qu'un mois, on est en pleine bataille de légitimité) appellent également à la République, en cortèges séparés. Celui de l'UNEF (dite AJS) vient de Bastille. La coordination lycéenne du vendredi matin reprend la proposition faite par Charlie Najman, de l'AMR, et du CLL[8], celle d'un sit-in au quartier latin l'après-midi même, au moment où Guiot passe devant la Cour d'Appel. L'UNCAL de

---

[2] *1968 - 1973 : 5 ans de contestation dans les lycées. Contribution à l'étude des mouvements lycéens des CAL à la Loi Debré,* Maîtrise Histoire Paris X, René Rémond Dir, Nanterre, 1986.

[3] IEP, Paris 1998.

[4] Incontournable, Gérard Vincent, *Le peuple lycéen*, Gallimard, 1974.

[5] J'ai ensuite "suivi" ce secteur pour la LCR jusqu'en 1976/1977, puis pour les CCA jusqu'en 1979.

[6] Voir revue *Partisans* N° 43 - 1969 - sur les mouvements lycéens et l'histoire des CAL.

[7] Mon lycée.

[8] Centre de lutte lycéennes, qui réunit l'AMR, des lycéens du PSU, la JEC et qui veut promouvoir un mouvement permanent de comités de lutte lycéens.

son côté appelle à des actions "lycée par lycée" et l'AJS appelle à... un meeting de l'UNEF-us à Jussieu. UNCAL et UNEF-us se rallieront au sit-in à partir du moment où il y a des milliers de lycéens sur place, boulevard Saint-Michel. Il n'y a donc pas de manifestation organisée *par "la coordination avec l'UNEF-AJS"* (p.61), mais un sit-in organisé par la coordination lycéenne auquel une série de forces, au départ hostiles, se rallient.[9].

La Loi Debré (1973)

Ce sont les deux UNEF qui avaient, les premières, mené campagne contre la Loi Debré lors de son adoption en 1971 (en fait, la réforme du service militaire fut votée par morceaux avec réduction du service de 16 à 12 mois et suppression des sursis). Mais, c'est en 1973, première année d'application, avec d'autres forces dominantes, que le mouvement est déclenché.

Ce mouvement reprend, au départ, en les amplifiant, les caractéristiques de l'affaire Guiot : coordinations, participation des lycées de filles, des élèves de 3° et 4°, et des collèges d'enseignement technique. Mais la grève de 1973 est aussi une grève étudiante (contre les DEUG). Et si "Lutte Ouvrière" participe au mouvement, elle prend l'initiative de séparer l'enseignement technique dans une coordination spécifique dès le 26 mars, non pour réclamer "le rétablissement des sursis" (dont les collégiens ne bénéficiaient pas, puisqu'ils ne faisaient pas d'études supérieures) mais "l'abolition du service militaire". Cette coordination CET est purement et simplement "oubliée" (Cambadélis ne parle que des coordinations étudiante et lycéenne). L'affaire CET était pourtant d'importance, et la CGT ne s'y trompa point, qui impulsa une CP-CET, "coordination permanente des CET" (qui devient CP-LEP avec le changement de dénomination institutionnelle), indépendamment de l'UNCAL, et avec une volonté de travailler de manière assez autonome, y compris en s'appuyant sur des militants d'extrême-gauche[10].

Pourquoi expliquer qu'un *"mouvement apparemment anodin"* (l'affaire Wander, en novembre 1972) *révéla finalement une grande partie de la génération qui composera l'UNEF, dont on parle aujourd'hui"* (p.77), sinon que parce que Wander était à l'AJS. Des affaires « anodines » du type Wander, il y en avait régulièrement depuis des années. A chaque fois, il y avait réunions unitaires LCR, Révolution, AMR, AJS, tracts communs, organisation de coordinations. Ce fut le cas dès mars 1971 (affaire Guionnet du lycée Jean-Baptiste Say), en avril contre l'exclusion de lycéens de Louis-le-Grand, en mai, contre l'exclusion du lycée Claude-Bernard d'un certain Michel Field, à l'automne 1971, contre la "circulaire guichard" qui limitait la liberté d'expression, contre des incidents antisémites à Jean-Baptiste Say au printemps 1972, et encore je ne cite que quelques exemples parisiens.

Quant aux personnes, si Julien Dray apparaît centralement en 1973, ce n'est pas le cas de Michel Field, déjà connu par les journaux depuis que - présenté au concours général - il fit paraître dans *Le Monde,* à la suite de son exclusion en 1971, une tribune. Il n'ira pas dans le syndicalisme étudiant, pas plus que Pierre Morville de *Révolution.* Pour Laurent Zappi, il faut attendre 1975, et surtout 1976, pour qu'il devienne un "leader" lycéen, tout comme Darriulat, avant de passer dans le syndicalisme étudiant. Jean-Louis Wander, qui sera bien un dirigeant de l'UNEF-US, ne participera pas à la "réunification" de 1980, ayant fait d'autres choix dès 1979, alors que Rayard et Rosenblat demeurent dans l'appareil syndical. Charles Najman de l'AMR, lycéen en 1973, est à la direction du MAS en 1976, mais pas à la réunification. Cambadélis est étudiant dès 1970, et Gilles Casanova qui est lycéen au moment de l'affaire Guiot est déjà dans le mouvement étudiant à Vincennes en 1973. Quant à moi, je participe aux mouvements lycéens, mais pas au mouvement étudiant de 1976 (travaillant dans une petite maison d'édition, je passe deux ans à la CFDT du livre), et ce n'est qu'en 1979, que je "prends du service" dans le MAS étudiant. Ainsi, si une partie des BN syndicaux de l'UNEF-US et du MAS ont une expérience antérieure, elle est tout de même diversifiée : pour certains, ce sont les mouvements lycéens de 1973 ou de 1976, pour d'autres, ce sont les mouvements lycéens de 1973 et les mouvements étudiants de 1976, enfin il y en a pour qui, ce sont les grèves étudiantes de 1976. On a bien plusieurs cohortes. Mais il est vrai que ce sont des années où la coordination s'impose dans le répertoire d'action collective et est plus ou moins intégrée par les organisations syndicales étudiantes par conviction ou adaptation.

Effectivement, depuis l'affaire Guiot, l'AJS avait développé son travail lycéen avec "l'UCL" (union des cercles lycéens) mais de là à dire que cette bande de lycéens de *l'AJS "faisait dans ce mouvement jeu égal*

---

[9] Outre la presse et les archives, voir *La victoire des lycéens* brochure "que faire" série luttes universitaires, 1971.

[10] Son responsable, membre du PCF, n'hésitait pas à se présenter auprès de collégiens comme étant du PSU. Il travaillait avec des responsables CET de la LCR (J. Syrieis) et des CCA (Didier Leschi qui était élève au LEP d'imprimerie Colombes d'où il est sorti avec un BEP de typographe avant de reprendre une terminale au lycée Arago, puis une prépa à Paul Valéry et des études de droit, d'histoire et sciences politiques à Nanterre. Syrieis, Leschi et moi-même nous rencontrions régulièrement pour discuter du travail. Didier m'entraîna un jour à une réunion de la CP-CET à la Bourse du travail de Montreuil. Ironie, une photo de cette réunion avec nous deux ornait le bureau de Georges Séguy. Qui ne connaissait évidemment pas le" pédigrée " politique de ces deux jeunes gens.

avec les lycéens de la LCR" (p.77), est aller un peu vite en besogne. Il suffit de demander à Benjamin Stora, qui suivait les lycéens de l'AJS à l'époque, pour savoir quels étaient les rapports de force. La LCR avait un tel poids qu'il n'a pas fallu beaucoup de "tractations" pour constituer un comité central de grève. Quelques exemples :

- le 27 février 1973, première coordination parisienne des comités contre la Loi Debré. Sont élus au collectif Charles Najman de l'AMR, Pierre Morville (ou quelqu'un d'autre) de Révolution, et deux LC : Isabelle Alleton ou Julien Dray (je ne sais plus), et moi-même. Il n'y a pas d'AJS car je m'oppose à l'élection de Rozenblat au motif qu'il aurait "cassé une grève au lycée Voltaire". C'est totalement stupide, et dans la réunion du secrétariat lycéen qui suit, Recanati est furieux. Cette bêtise risque de donner à l'AJS l'occasion de lancer une polémique et de casser un mouvement encore très fragile de comités. Mais l'AJS joue le jeu, et ne tire pas - comme la LC le craignait - 50000 tracts de dénonciation. Elle participe à la coordination du 1er mars, et le 7 mars à l'assemblée parisienne des comités contre la loi Debré, salle Lancry, où est remis en place un nouveau collectif parisien à partir de "coordinations locales". Cette fois-ci; sur 14 personnes, l'AJS est présente avec notamment Bernard Rayard et Marc Rosenblat. Ce collectif se réunit dans divers locaux, dont une fois dans celui de l'AJS. C'est ce collectif qui prépare la coordination nationale.

Le 14 mars se tient la première coordination nationale des comités contre la Loi Debré. Le mot d'ordre adopté est celui de "rétablissement et extension des sursis", alors que l'AJS préfère ne s'en tenir qu'au simple "rétablissement", fidèle à sa ligne de "défense des acquis". La coordination parisienne est chargée de l'exécution des décisions, et un collectif de cinq personnes est désigné en son sein. Il y a Pierre Morville pour Révolution, Marc Rosenblat pour l'AJS, et trois de la LC : Field, Isabelle Alleton et moi-même[11]. La LC impose Field comme porte-parole médiatique[12].

Après la coordination nationale du 24 mars, se met en place un comité central de grève avec un système à deux étages : deux délégués par coordination locale parisienne et de ville éliront un collectif plus restreint. Pour éviter une surreprésentation de la LC et l'exclusion d'une organisation, c'est la LC qui décide que, dans les coordinations locales, pour deux candidats, il n'y aura qu'un LC, et, c'est en direction lycéenne de la LC, qu'il est décidé que dans tel endroit on votera pour un AMR, ailleurs un Révo, ailleurs un AJS, pour être certains qu'au moins tout le monde sera représenté[13]. D'ailleurs, c'est à peu près ce que fera Cambadélis dans l'UNEF-ID en 1980. Mais si le CCG du 27 mars ne pose pas de problème, celui du dimanche 1° avril, qui se tient rue d'Ulm, voit l'AJS majoritaire dans la salle avec des délégués des petites villes (chaque ville avait droit à 2 délégués, qu'il y ait un ou quinze lycées). Mais elle savait que ce n'était pas le reflet de la réalité et ne profita pas de l'occasion pour provoquer un conflit de légitimité[14].

De même, la réunion, dans la nuit du 21 au 22 mars 1973, à la suite de l'interdiction de la manifestation ne se tient pas au Nemrod (p.82) - café de Jussieu qui en a vu certes d'autres - mais au local de LC, Impasse Guéménée, réunion qui se continue de façon plus élargie vers trois heures du matin au Café le Tambour à Bastille (café qui n'existe plus mais qui a vu nombre de réunions et de conférences de presse). Et quand Cambadélis nous conte sa journée du 22 mars avec les rendez-vous secondaires autour de la Place Denfert-Rochereau pour parer à l'interdiction de la manifestation, il oublie de dire que dans la coordination lycéenne le matin même, l'AJS s'est battue pour maintenir l'appel à Denfert, contre le principe de cinq rendez-vous secondaires..

Enfin, dernière remarque concernant ce mouvement. Si Cambadélis parle du "front" constitué avec Révo et l'AMR contre la *"recup CGT"* pour le 1° mai 1973 - alors que le mouvement de grève est terminé (p.87), il oublie la belle alliance entre UNCAL et AJS dans les coordinations précédant les manifestations

---

[11] Au passage, la petite AMR se trouve écartée du collectif. Quand à Julien Dray, il doit faire place à Isabelle Alleton, la direction lycéenne de la LC estimant qu'il fallait féminiser le collectif. Mais Juju – que j'ai interrogé récemment – dit avoir été présent dans tous les collectifs depuis le début.... Tout le monde se souvient qu'il y eut un problème, mais personne n'a évidemment conservé la mémoire du détail... et les papiers sont muets sur les noms. Il me reste à consulter les circulaires de la LC et un film super 8 de la coordination de 24 mars.

[12] En fait, ce n'est pas la LC, c'est moi-même. Il y a une coordination parisienne dans mon lycée, Charlemagne, le jeudi 15 ou le vendredi 16 mars à midi. La télé est là. Il n'y a que deux membres du collectif national présent : Rosenblat et moi. Hors de question de laisser quelqu'un de l'AJS représenter le mouvement, et moi, je panique à l'idée de passer à la télé (je suis étranger à l'époque, avec une carte de séjour). On fait traîner jusqu'au moment où Field - qui représente le Lycée Condorcet arrive. Chacun avait donc le rôle qui lui convenait, et personne ne protesta pour savoir qui avait décidé qui serait le porte-parole. Par la suite, Field sera évidemment de toutes les instances officielles du mouvement. Treize ans plus tard, mais avec une réussite moindre, c'est un scénario comparable - mais non identique - que joue Isabelle Thomas et le courant de Julien Dray.

[13] J'ai encore en mémoire la mauvaise humeur de Récanati quand pour le comité central de grève du 1° avril, on s'aperçoit que la LC n'a certes pas plus de 50% mais qu'à force de se limiter il y en a moins. Car si il y a eu auto-limitation dans les villes où la LC est présente, il y a des petites villes où ce n'est pas le cas et où l'AJS existe... et ne s'autolimite pas.

[14] A un moment, les délégués Révo, AMR et LC sortent de la salle. Ils craignent que le CCG-AJS ne désigne un collectif et tente de prendre la direction de la manifestation du 2 avril. Il n'en sera rien, l'AJS fait comme s'il ne s'était rien passé d'anormal et prend sa place, ni plus, ni moins, en tête de cortège.

du 9 avril[15]. En effet, après les manifestations jeunes du 22 et du 27 mars et surtout du 2 avril, s'engagent des discussions avec les confédérations pour une manifestation commune. Pour l'UNEF-us, l'enjeu est d'arriver au travers d'une signature avec la FEN, la CFDT et la CGT à une reconnaissance, ne serait-ce que conjoncturelle, sur le même plan que l'UNEF (renouveau). De plus, l'UNCAL et l'UNEF-renouveau arrivent dans les coordinations qu'elles ne peuvent plus nier ou contourner. D'un autre côté, la LC, Révolution et l'AMR refusent que soient mis sur le même pied la coordination représentative de l'ensemble et deux de ses composantes. Or, la CGT notamment, tend à considérer les coordinations comme une tendance du mouvement, et explique qu'elle fait déjà une concession en acceptant de signer avec les deux UNEF. Finalement, après de longues discussions, on arrive à un compromis. Une tête de manifestations constituée des... grévistes de Renault[16] (cette tête de manifestation des travailleurs de Billancourt ne se situe donc pas le 2 avril comme il est écrit page 84) et un appel ou l'on cite certes les UNEF, le MARC et l'UNCAL, mais comme soutenant et de façon distincte (y compris typographiquement) des coordinations.

Les étudiants

"Notre histoire commence en janvier 1971" (p.55). Qui est ce "nous"? L'histoire de Cambadélis commence bien avant, celle de l'OCI et de l'AJS aussi. Certes, 1971, c'est la scission de l'UNEF[17] , mais il s'agit de l'issue (une des issues possibles et pas la seule) d'une histoire antérieure. Jean-Christophe n'hésite d'ailleurs pas à parler du courant "unité syndicale" constitué dès 1969 (lors d'une assemblée à Dauphine) qui récolte 628 mandats au congrès de l'UNEF d'Orléans d'avril 1970, contre 320 à la tendance Renouveau. Certes, *"sur la base du congrès d'Orléans l'UNEF-AJS était donc majoritaire (...) le PCF ne pouvait l'accepter"*. On aurait aimé également nuancer le propos car les mandats du congrès d'Orléans n'étaient pas forcément le reflet des rapports de force militants sur les universités. L'UEC, avec l'appui du PCF et de la CGT, en alliance avec les radicaux de gauche, les conventionnels de Mitterrand et le CERES de Chevènement avait de quoi construire et développer une organisation qui disposait déjà de quelques milliers d'élus dans les conseils d'Université.
Certes, l'UNEF-US appelait au boycott des élections universitaires mais il n'est pas sur qu'elle aurait été en état de présenter autant de listes et de candidats que l'UNEF-renouveau. Ne pas se présenter résolvait le problème, on ne pouvait pas comparer.
Le boycott est abandonnée en 1981, après la victoire de la gauche. Pour s'en sortir la tête haute, l'UNEF-ID annonce qu'elle a obtenu *"l'abrogation de la Loi Faure"* (p.176) contre laquelle elle a lutté par le boycott. Mais Cambadélis oublie que la Loi Faure n'a pas été totalement abrogée, le Conseil constitutionnel ayant décidé d'annuler l'abrogation législative. Et, que l'on sache, la Loi Savary a poursuivi la logique de la Loi Faure en matière d'autonomie, renforcé le pouvoir des Présidents d'Université. En fait, l'argumentaire n'était qu'une manière de "sauver la face" en montrant à la base que ce n'est pas la ligne qui changeait, mais la situation (la loi). Ce qui changeait, c'est qu'à partir de sa constitution l'UNEF-ID, avec les socialistes, les forces issues du MAS est en état de présenter des listes dans toutes les Universités, d'autant que le système électoral a changé : ce ne sont plus des élections à deux niveaux (dans les UER, puis chaque conseil d'UER désigne des élus au Conseil d'Université) mais des élections séparées et directes dans les conseils centraux. L'important, c'est de pouvoir présenter environ 2 000 candidats pour des élections centrales dans 70 universités, puisque là se trouvent les "grands électeurs" pour le CNESER. Dès lors, peut importe que l'on ne puisse présenter des listes (avec 10 000 candidats environ) dans les 700 à 800 UFR.
Quant à l'interprétation des résultats électoraux, elle est toujours sujette à caution. Par exemple, il est vrai qu'aux premières élections auxquelles l'UNEF ID participe en 1982, cette dernière obtient plus d'élus que l'UNEF renouveau. Mais en nombre de voix, c'est encore l'UNEF renouveau qui passe devant[18] pour peu de temps encore .

Pour "simplifier" l'auteur parle de "l'UNEF-AJS"[19] Or, c'est l'UNEF (dite renouveau) qui traitait l'autre UNEF, "d'UNEF-AJS". L'UNEF (renouveau) ne s'est jamais présentée officiellement autrement que comme "UNEF", tandis que la branche animée par l'AJS s'est vite présentée elle-même comme UNEF

---

[15] J'ai encore en tête le souvenir de Rosenblatt au mieux avec Martine Bodin, Présidente de l'UNCAL d'un côté, et des lycéens de Révo, de l'AMR et de la LC de l'autre au café le Thermomètre, à République, juste avant une réunion avec les syndicats à la Bourse du Travail.

[16] Tout cela est bien raconté par Michel Field, *L'Ecole dans la rue,* Grasset, 1973.

[17] Voir Robi Morder, "La scission de l'UNEF", *Revue de l'Université,* 1997.

[18] Voir discussions de bilan et la production des différentes tendances de l'UNEF-id en 1982.

[19] note de la page 115

Soufflot face à l'UNEF Provence. (La distinction portait sur les adresses : l'une rue Soufflot, l'autre rue de Provence). Ensuite, elle se présente comme "UNEF unité syndicale". La nécessité de rajouter un terme à UNEF, pour que les étudiants ne confondent pas, indique bien quels étaient les rapports de force entre les deux branches issues de la scission de 1971. D'ailleurs, quand l'UNEF ID s'affirme majoritaire (de par la synthèse qui s'opère entre les différentes traditions désormais présentes en son sein : gestionnaires, mouvementistes, revendicatifs, participationnistes....), affirmation qui se consolide de 1982 jusqu'à son "couronnement" en 1986, c'est finalement là que l'autre UNEF - tout en s'affirmant "UNEF" - tend à systématiser un autre "logo", notamment électoral, avec la ligne de la "solidarité étudiante" adoptée dans un Congrès à Reims. Jusqu'à maintenant toutefois, elle continue à se présenter comme "UNEF" tout court. Si l'UNEF-US a tenu (y compris en assumant les dettes) à être la continuité de l'UNEF, aucune décision judiciaire n'a légitimé l'une ou l'autre, les deux parties ayant volontairement mis un terme à la longue procédure qui les opposa de 1971 à 1979.

De même, parler du *"MAS CFDT emmené par Stéphane Fouks et Alain Bauer"* au conseil d'administration de la MNEF en 1979 au lieu de parler des rocardiens a de quoi induire le lecteur dans la confusion (pp. 140 et 141).
Il n'y a plus de MAS (dit "CFDT" par l'UNEF-us) une fois que la LCR y est devenue majoritaire au congrès de Grenoble en mai 1977[20]. Il y a, dès lors, pour des raisons juridiques, un MAS "luttes étudiantes", le sigle "MAS" restant aux mains des rocardiens et du PSU le peu de temps qui leur restait à vivre ensemble, à savoir quelques mois. Au passage, rappelons que ce ne sont pas les résultats des élections aux CROUS de 1975 et le bon score de l'UNEF-us qui provoque la création du MAS[21] (p. 106), le processus était déjà engagé par le MARC. Quant aux individus, ni Stéphane Fouks, ni Alain Bauer, ne sont membres du CA de la MNEF en février 1979 (ni d'une direction syndicale étudiante[22]). Ils y rentreront plus tard, nul besoin de les vieillir prématurément.

Je me concentrerai surtout ici sur quelques éléments concernant la "réunification"

<u>les CCA</u>
Cambadélis est le seul à traiter des CCA (Comités communistes pour l'autogestion). Ayant appartenu à cette organisation et à divers échelons de sa direction[23] Je suis donc reconnaissant à Jean-Christophe de ne pas se comporter en négationniste politique (comme les journalistes Herzberg ou Decouty). Mais Cambadelis cite les CCA quand il parle de Gilles Casanova dans la grève de 1976. Or, cette organisation n'existe pas au moment de la grève. Si, à la coordination de 76, Charles Najman représente bien le PSU, Gilles Casanova est un des dirigeants étudiants de la LCR dans cette coordination. Les CCA ne sont même pas conçus. De même (p.124) si la coordination lycéenne de 1976 est bien "suivie" par Stora pour l'OCI, Didier Leschi y est pour l'OCT ("Révolution" pour les intimes[24]) et non pour les CCA. Quant à la LCR, ce n'est pas Olive mais... Robi Morder qui a repris du "service" pour aider le secteur lycéen en remplacement d'Edwy Plenel..
Ce n'est qu'à la rentrée 76/77 qu'il y aura des contacts plus formalisés entre un groupe de militants de la LCR, (dit "groupe carrefour"[25]), et l'ex-AMR[26] qui animait dans le PSU la tendance B. C'est la fusion en

---

[20] Le "tournant syndical" de la LCR est attribué par l'auteur à Julien Dray et Letourneau, qui l'auraient évoqué "pour la première fois dans un texte" en 1976, le tout sous l'influence de Gérard Filoche (p 130). D'une part, c'est dès 1975 que l'entrée dans le syndicalisme étudiant (et dans l'UNEF renouveau) est proposée dans un texte "Markos - Letourneau", d'autre part c'est oublier aussi que le tournant syndical et l'entrée dans le MAS est également la position de l'autre courant animé chez les étudiants par Casanova, Tafany, Patrick.... Leur départ pour créer les CCA en 1977 laisse la place libre au courant de Filoche dans le secteur étudiant de la LCR.

[21] De surcroît ce n'est pas "à l'initiative des rocardiens du PSU". Les rocardiens sont au PS depuis 1974 (soit deux ans). Les rocardiens du PS construisent effectivement le MAS avec le PSU, le MARC et le soutien de la CFDT.

[22] Cambadelis nous parle de Stéphane Fouks au MAS en 1976, ce qui vieillit encore plus celui qui est encore jeune lycéen.

[23] A la Direction parisienne, puis au bureau exécutif en charge des jeunes et étudiants, mais aussi à d'autres responsabilités comme celle du journal "Commune".

[24] "Révolution" est issue d'une scission de la Ligue Communiste en 1971 et auquel s'agrègent d'autres groupes, ce qui donne naissance à l'OCT. Sera qualifié de "trotsko-maoïsant". Disparaît en 1978/1979, deux tendances rentrent à la LCR en 1979.

[25] Du nom de son texte de référence "la civilisation au carrefour, la ligue au feu rouge". On y trouve avec Robi Morder une bonne partie de la direction lycéenne et du secteur lycéen parisien dont Emmanuel Brassat, Denis Scherer, Fabrice Piault; avec Gilles Casanova un groupe d'étudiants dont Pierre Tafany, Jean-Pierre Pagani, Christophe Grigorio, avec François Morvan, Gérard Delahaye, Blandine Sampeur, Alain Bellet quelques éléments du secteur santé-social. C'est Francis Pothier qui fut à l'initiative des contacts avec l'ex-AMR.

[26] Alliance marxiste révolutionnaire. Organisation trotskyste autogestionnaire animée, entre autres, par Michel Pablo - ancien dirigeant de la 4° internationale - Michel Fiant, Gilbert Marquis. L'AMR avait adhéré au PSU après le départ de Michel Rocard pour le PS en 1974.

mai 1977 de cette gauche du PSU et de militants issus de la LCR, principalement du groupe "carrefour", qui donne naissance aux CCA, rejoints ensuite par un petit groupe issu de l'OCT, parmi lesquels Didier Leschi, Michel Taubman, Jean-François Jousselin. Il ne faut pas négliger que - du moins du côté des jeunes - la plupart de ces militants, malgré leurs affiliations diverses, se sont auparavant fréquentés, d'abord politiquement dans les mouvements lycéens et étudiants, mais aussi personnellement. Leur regroupement dans une même organisation, les CCA, était également le fruit de cette histoire.
L'aventure durera quelques années pour se terminer par deux scissions. Celle de la tendance I qui quitte les CCA en mai 1981 pour fonder une nouvelle AMR (avec le soutien de Michel Pablo). Puis, en novembre 1982, la majorité de la tendance II quitte cette organisation, et rejoint la LCR (Robi Morder, Patrick Worms, Christophe Ramaux parmi les plus connus chez les étudiants). Gilles Casanova lui saisit l'occasion pour adhérer au PS, parmi les "jospinistes", courant rejoint par les amis de Cambadélis en mars 1986. Gilles rompt avec ce courant au moment de la guerre du Golfe (1991) et participe à la fondation du "Mouvement des citoyens". Quant à Didier Leschi qui avait pendant un temps suivi la majorité de ses amis dans la LCR, il rejoint également, avant les législatives de 1986, ce grand parti, mais au sein de la tendance chevènementiste "socialisme et république" qui sera la colonne vertébrale du Mouvement des citoyens en 1993.

Il y a parfois de l'ethnocentrisme dans ces "chuchotements de la vérité". Ainsi, expliquer *que "l'extrême-gauche, avec la LCR, le PSU et les CCA, venait de faire son tournant syndical"* en 1976 (p.160), c'est passer un peu vite sur les différences qui existaient entre ces courants. Certes, la LCR venait de revenir dans le syndicalisme étudiant huit ans après avoir quitté l'UNEF[27], mais le courant "pabliste" (AMR, puis CCA) n'avait jamais abandonné une conception syndicale. Ce sont des militants de l'AMR et de la gauche du PSU (comme Olivier Bouquillard ou Isabelle Chauvenet), qui sont déjà présents dans le MARC avant 1976, et qui poussent à la transformation de ce mouvement en organisation syndicale. C'est à l'entrée de l'AMR dans le PSU en 1974 que ce parti reprend une orientation syndicale à l'université après avoir quitté l'UNEF en 1971.

De même, c'est parfois prendre ses désirs pour des réalités quand, parlant du processus de "réunification" (p.162), Cambadélis explique que le MAS *"se scinde en deux parties, l'une animée par les CCA de Gilles Casanova et Robi Morder, rejoignit les autogestionnaires rocardiens. L'autre, à l'initiative de François Morin, dont la tendance dans la LCR s'apprêtait à rejoindre l'OCI, créa le MASE".*

Donnons d'abord quelques points de repère. En janvier 1980, MAS et UNEF-US décident d'organiser un "congrès de réunification" en mai 1980. Evidemment, l'accord de principe ne fut déjà pas facile à conclure. Dans le MAS, dirigé depuis 1977 par la LCR, existe une minorité autogestionnaire, la TSA (tendance syndicaliste autogestionnaire) qui réunit CCA et rocardiens. De son côté, l'UNEF-unité syndicale est dirigée par l'OCI ("lambertiste") mais une tendance socialiste (à majorité mitterrandiste mais avec des rocardiens aussi) y existe : la TRS (tendance reconstruction syndicale). TSA et TRS ont conclu un texte commun pour le congrès de réunification. Pour ratifier le processus engagé, des assises du MAS sont convoquées le 14 mars à Paris.

C'est lors de ces assises que les militants de la tendance "lepirs"[28] - qu'on prononce "les pires" - forment l'éphémère MASE ("Mouvement d'action syndicale étudiant"). Mais, contrairement à ce que prétend Cambadélis, la tendance syndicaliste autogestionnaire (et donc les CCA) reste au MAS et condamne la scission. En fait, Cambadelis confond désir et réalité et - à 20 ans de distance - confirme quelques intuitions. En effet, à ces assises du MAS, l'UNEF-us était représentée par Michel Assoun (OCI) et Philippe Bonnefoy (socialiste, il avait passé quelques mois à l'AJS dans sa prime jeunesse politique). Ce dernier ne cessait de nous presser de questions "pourquoi vous ne quittez pas le MAS ?", voire de nous prodiguer des conseils pour que la TSA scissionne. Ces conseils ne furent pas suivis car, si la tendance autogestionnaire ne nourrissait guère de tendresse pour la majorité du MAS, affaiblir le bureau national n'était pas sa préoccupation exclusive ni prioritaire.

Cambadélis nous dit également que *"les CCA rejoignent les rocardiens"*. L'histoire a pourtant été différente. Depuis le changement de majorité du MAS en mai 1977 (la LCR majoritaire à la base l'est à la

---

[27] Il y a bien une tentative de "fédération nationale des comités de lutte" en 1972 (et pas en 1969), mais elle ne dure guère, à mi chemin du politique et de "l'universitaire", quant au "tournant syndical" de la LCR, il suit l'échec d'une réunion des comités de lutte à Lyon après la grève de 1976. C'est ensuite que la décision est prise de rejoindre le MAS..

[28] "luttes étudiantes pour l'indépendance et la réunification syndicale". Cette tendance est formée par les militants qui viennent de quitter la LCR en novembre 1979 et vont rejoindre l'OCI.

direction également) [29] et le retrait du soutien de la CFDT, les rocardiens se retrouvent dispersés entre les deux UNEF, certains à l'UNEF-renouveau (tel Jean-Philippe Dorent à sciences po), d'autres à l'UNEF-us (comme Denis Laplagne à Amiens). En 1979, ils décident de réinvestir à nouveau des forces dans le MAS. Ils sont présents au congrès de mai 1979 avec un texte "rendre ses chances au mouvement étudiant" et rejoignent la "tendance syndicaliste autogestionnaire" qui venait d'être constitué par les CCA, récoltant 20% des mandats. C'est Philippe Grassin[30] qui suit l'affaire. Les rocardiens, avec trois délégués au congrès, rejoignent donc la trentaine que comptait la TSA, mais obtiennent 2 postes sur les 8 de la tendance au C.N. et un (Richard Dorent, étudiant en médecine et frère de Jean-Philippe Dorent) sur deux au BN du MAS. Dans les mois qui suivirent le congrès de mai 1979, les rocardiens renforcèrent la TSA du MAS par des adhésions individuelles et collectives. Jean-Philippe Dorent, animateur de l'UNEF-renouveau science po, fait basculer l'AGE en section MAS. A Nantes, le groupe MAS autonome, animé par Eric Leproust (CCA) et Pascal Olive (Rocardien), adhère au MAS. Parallèlement, les rocardiens renforcent également la tendance socialiste de l'UNEF-us (qui change son nom de "tendance université démocratique - université socialiste", en "tendance reconstruction syndicale") pour renforcer leurs positions vis-à-vis du courant mitterrandiste. N'oublions pas qu'au printemps 1980 François Mitterrand n'est pas encore candidat et que Michel Rocard se prépare à être "candidat à la candidature", d'autant que les sondages lui sont favorables. Au sein de la tendance socialiste, les rapports ne sont pas tendres entre mitterrandistes et rocardiens (et d'ailleurs, le livre de Spithakis est révélateur de cette défiance frisant parfois des sentiments plus violents encore).

le COSEF : mythe ou réalité ?

On parle beaucoup du congrès de l'UNEF-id de 1980 comme celui de la fusion de l'UNEF-us, du MAS, et du COSEF[31] qui aurait *"décidé de participer à titre d'observateur à ces premières réunions"*. Mais le COSEF n'est pas, en tant que tel, partie prenante de cette réunification. A la CPN (commission paritaire nationale), mise en place à partir de janvier 1980 par l'accord MAS/UNEF-us, siégeaient les représentants des bureaux nationaux et de chacune des tendances (TSA du MAS, TRS de l'UNEF-us), soit quatre composantes (puis cinq avec le MASE pendant quelques semaines). Grosz et le Guen, dirigeants de la MNEF, participaient aux réunions de la TRS, comme Pascal Beau, Pieroni, Bonnefoy. Le COSEF n'était pas présent en tant que tel, personne d'ailleurs ne le refusait puisque personne ne l'avait demandé. Pas une fois le COSEF n'apparaît ni dans le protocole d'accord, ni dans les différentes notes de la Commission paritaire, ni dans le texte TSA-TRS. C'est a posteriori qu'il y a reconstruction des faits...

En réalité, le COSEF est un échec et, dès 77/78, les "mitterrandistes" rejoignaient l'UNEF-us, d'autant plus qu'une tendance socialiste leur servait de structure d'accueil avec un pourcentage honorable. L'OCI (et Cambadélis) - comme les CCA d'un autre côté -savaient ne pas écraser des partenaires indispensables dans des stratégies de construction syndicale (et non de construction de courants révolutionnaires dans les syndicats). C'est la raison pour laquelle d'ailleurs l'OCI comme la direction mitterrandiste étudiante oeuvra pour séparer les autogestionnaires "rocardiens" du PS, des autogestionnaires "révolutionnaires" des CCA, ces derniers ayant "trop d'influence" sur ces jeunes socialistes[32]. Et si la longue et dernière nuit du 3 au 4 mai du congrès de 1980, que Plantagenest occupait à traiter pendant des heures des budgets, des oeuvres, de l'histoire de la laïcité, et autres problèmes universitaires, dont il avait une connaissance parfaite sans avoir besoin de papiers, était destinée à permettre à la LCR de discuter de sa position , à ce moment, c'est surtout les socialistes qui devaient régler leurs problèmes à la fois d'équilibre interne et de relations avec les CCA. Car au cours de cette dernière nuit du congrès, la direction mitterrandiste de la MNEF fit une pression considérable sur les rocardiens. Les mitterrandistes proposaient une tendance socialiste pure sans les CCA. Si les rocardiens voulaient maintenir de leur côté une tendance avec les

---

[29] Voir Robi Morder, "le MAS", *Revue de l'Université* N° 19 1999/2000

[30] Philippe avait été un des fondateurs et dirigeants du MAS en 1976. Il est rocardien mais avant tout c'est un syndicaliste. C'est le lien avec la CFDT. Avant le congrès de Tours du MAS en 1979, une discussion a lieu entre Gilles Casanova et Didier Leschi (CCA) et Philippe Grassin et Stéphane Fouks dans un des cafés de la Place du Châtelet. Il y a déjà une collaboration dans la CPL (syndicat lycéen anticapitaliste et autogestionnaire) dans laquelle Leschi et Fouks sont impliqués. La collaboration syndicale est souhaitée au niveau étudiant, mais dépend du résultat de la TSA. Si le score de la TSA est faible, les rocardiens prendront les places offertes par la majorité LCR. Si le score est honorable, quitte à ne pas avoir autant d'élus dans les instances, les rocardiens acceptent la tendance commune.

[31] Le COSEF est né fin 1975 et -après avoir un temps participé au CNIL (Comité national d'initiative et de liaison qui préparait avec le MARC, le PSU, les rocardiens la création du MAS)- décide de se maintenir à part. Mais son existence sera bien brève. En 1979, quand j'arrive dans le syndicalisme étudiant, je n'en entends pas parler. Je n'apprendrai l'existence de ce groupe que plus tardivement. Constitué par les mitterrandistes "purs" en opposition au CERES, il va attirer l'intérêt des lambertistes peu de temps après. Benjamin me dira même au cours d'une conversation, il y a deux ans, "nous avons crée le COSEF en 1978", confondant sans doute dans sa mémoire le moment où les étudiants de l'OCI vont "aider" le COSEF et le moment de sa création.

[32] C'est ce que dit Grosz à Gilles et à moi un jour dans un café. Nous n'avions pas saisi la "menace" que cela constituait quand à l'avenir d'une tendance commune.

CCA, outre l'agitation que cela ne manquerait pas de créer au sein du PS contre la candidature Rocard aux présidentielles (on ne se priverait pas de signaler cette alliance avec des "gauchistes" pour discréditer un candidat "respectable"), cela les priverait d'un certain nombre de postes à la MNEF (et notamment d'administrateurs délégués et des moyens matériels et humains y étant attachés). Dans le cas contraire, ils auraient deux administrateurs délégués s'ils acceptaient une tendance socialiste "pure"[33]. Les rocardiens tranchèrent en ce sens, mettant en minorité l'équipe qui avait mené leur aventure syndicale jusque là (les frères Dorent, et le regretté Philippe Grassin[34]). Le travail d'intoxication fut tel que certains, comme Fouks, accepta le diktat mitterrandiste persuadé que les CCA avaient négocié cette formule (c'est ce qu'il pensa alors, et nous le dit bien plus tard). D'autres visages que ceux des syndicalistes étudiants étaient aussi soudainement apparus, arborant des tenues plus honorables, portant costumes et attache-case. Ainsi de Fernand (ancien du mouvement lycéen de 1973 pour les jeunes communistes, travaillant dans le personnel municipal de Montreuil) que je retrouve alors comme rocardien, de même qu'apparaît Pierre Henry (que je retrouverai en voisin en 1995 comme candidat radical de gauche à la Mairie du XI°, aujourd'hui animateur d'une ONG humanitaire). Certains dirigeants rocardiens pensèrent même qu'il y avait eu des "agents lambertistes" infiltrés chez eux. Les lambertistes avaient effectivement intérêt à ce que les rocardiens *"rejoignent la tendance PS"* (p.165) dépassant ainsi la LCR. Mais ils n'avaient pas intérêt à ce que les CCA, au sein d'une tendance socialiste et autogestionnaire, fassent concurrence à leur "influence" exercée tant en interne qu'en externe. Les intérêts de la direction mitterrandiste de la MNEF et des étudiants de l'OCI convergeaient ainsi là aussi. Pas besoin de savoir s'il y avait des " entristes " (et qui) pour comprendre l'essentiel.

"Un pacte secret" ?

Quant au *"pacte secret"* évoqué page 165, lors d'une réunion qui se serait tenue à l'initiative de Gilles Casanova[35] dans la nuit du 2 au 3 mai pour *"dynamiser"* la direction, il y a sans doute mélange chez Cambadelis de deux épisodes distincts, ayant donné chacun lieu à la signature d'un accord, dont on va voir que le secret était soit tout relatif, soit inefficace.

Le premier épisode se situe lors de la dernière grande Commission paritaire nationale de réunification, avec les représentants de toutes les commissions paritaires locales de ville et d'université, au CHU de la Pitié. (Chaque CPL est composée d'un représentant par tendance). Cette réunion débute le samedi 6 avril 1980 en début d'après-midi et se termine le lendemain après une longue suspension de séance... et l'adhésion de 4 à 5 000 étudiants dans les campus au cours de cette longue nuit. (Je m'étais d'ailleurs félicité lors d'une intervention, évidemment ironique, de ce passage de 12000 à près de17000 adhésions[36], base retenue pour les mandats au congrès, avec un délégué pour 27 et un par reste de 14). Ce n'est donc pas (p.167) au congrès de réunification mais un mois avant qu'éclate "l'affaire d'Amiens".

Dans cette nuit du 5 au 6 avril, à la suite d'un incident (visiblement préparé par le BN de l'UNEF-us) qui se transforma en "affaire Javaso" (nom du militant LCR de la ville d'Amiens) et qu'il faudrait plus de place pour raconter, profitant de la longue suspension de séance, CCA et rocardiens saisissent l'occasion pour amener les mitterrandistes à discuter de la direction. En effet, il y a un texte commun TSA-TRS,

---

[33]Anecdote : longtemps les rocardiens penseront que les CCA les avaient infiltrés pour avoir disposé de l'information immédiatement. La réalité était moins romanesque. CCA et rocardiens partageaient la même salle de réunion, et ces derniers avaient écrit toutes les possibilités de choix à la craie... et n'avaient pas pensé à effacer le tableau noir...

[34] Quasiment en larmes, Philippe inspirera l'article de compte rendu du *Matin*, très critique sur les socialistes.

[35] Gilles Casanova a une forte présence et une réputation de "manœuvrier" (au sens militaire, de tacticien, ce qui n'est pas forcément négatif). Mais de là à lui attribuer tout ce qui ressemblerait à un "coup tordu", il y a un pas à ne pas franchir. Gilles et moi faisions partie du secrétariat des CCA, et le bureau exécutif était tenu au courant régulièrement du processus de réunification et des positions que nous y adoptions. Il y a eu au sein du bureau exécutif des différences d'appréciations même si globalement l'orientation était commune, avec des réticences émanant de Gilbert Marquis et des étudiants de la "tendance I". comme Isabelle Chauvenet, membre du comité central. La répartition des tâches était la suivante : Je suivais avec Isabelle la commission paritaire, Gilles avait les contacts avec la MNEF accompagné de Patrick Worms. J'avais suivi la discussion sur les statuts de l'UNEF ID, et Patrick celle sur la charte. Tel était en gros le "quatuor" d'animation, sans oublier Didier Leschi qui, bien que suivant les lycéens (il représente la Coordination permanente lycéenne au congrès de réunification) était évidemment intéressé par cette affaire.
Gilles fut élu au BN de l'UNEF-id en mai 1980. Dès le mois de décembre 1980 (et non au congrès de février 1982 comme le dit Cambadélis page 180) il se retire du BN où il est remplacé par Philippe le Toumelin, étudiant en médecine à Bichat. En 1982 je serai le seul de la Tendance autogestionnaire au bureau national, avec Nicolas Daumas à la commission administrative et Sophie Maisondieu comme adjointe au BN. Enfin, en 1984, quand la TSARS et la TLEAS (tendance de la LCR) fusionnent, je suis élu pour la "minorité" à la Commission de contrôle, et sur trois membres BN l'une, Florence Tardat de Reims, est issue de la TSARS

[36] Cambadelis a posteriori grossit les effectifs. Il explique qu'il y avait du chemin à faire encore car il n'y avait eu "que" 20 000 votants dans les CA de base (p 168). Il évoque aussi (p 160) les 55 000 signatures pour la réunification récoltées en 48 heures. Mais à l'époque, l'UNEF-us ne fit état que de 42000 signatures (et il n'y en eut donc qu'un peu plus du tiers pour prendre une carte de réunification, pourtant à pris modique : 10 F) .... La réalité était autre. Il y avait officiellement 17 000 cartes, et il y eut de 4 à 5 000 votants au maximum.

mais pas d'accord concrétisant la représentation de ce courant. Et comme les anciens du COSEF et les mutualistes avaient de quoi exercer leurs talents de rouleaux compresseurs pour satisfaire une gourmandise de postes bien connue, le moment était venu de prendre des garanties. Le sort de la réunification était à ce moment là en jeu, vraiment suspendu, chaque acteur pouvait quitter la scène et donc mettre à bas tout un édifice qui ne tenait que parce que tous étaient là. C'est donc dans un café en face de la Pitié que Dorent, Grassin, Grosz, Beau, Le Guen, Casanova, moi-même discutions de formules pendant que nous demandions au garçon de café des sucres... Pourquoi des sucres? Pour leur emballage qui servait de papier sur quoi écrire puisque personne n'avait pensé à en prendre. Il fallait que mitterrandistes et rocardiens consultent (ces derniers devaient tenir au courant un des leurs qui n'avait pu se libérer de sa caserne de Reims, je ne me souviens pas s'il s'agissait de De Poncins ou de Thivollier). "4 - 3 - 2", telle fut la formule retenue qui permettait à chacun de s'en sortir dans l'honneur. 4 mitterrandistes, 3 rocardiens, 2 CCA. Du côté socialiste, il y avait plus de mitterrandistes que de rocardiens, mais les rocardiens pouvaient dire qu'il y avait plus d'autogestionnaires (5 sur 9). Puisqu'il y aurait un mitterrandiste et un rocardien à la Commission de contrôle, au bureau national il y aurait autant de rocardiens (2) que de CCA (2), et plus d'autogestionnaires (4) que de mitterrandistes (3). Mais comme les rocardiens étaient dans les deux tendances (TSA d'un côté, TRS de l'autre), il y aurait plus de TRS (5 - dont un rocardien, Laplagne à la commission de contrôle) que de TSA (4).
Casanova et moi avions l'habitude de discussions et de négociations entre groupe d'extrême-gauche, ou la parole suffisait. Nous fumes un peu étonnés de voir Pascal Beau annoncer qu'il fallait soumettre notre accord à Cambadélis. On traverse le boulevard, on rentre dans l'amphi. Cambadelis sort un stylo et un papier, met tout cela noir (ou bleu ?) sur blanc et chacun signa. C'était sans doute comme cela que ça fonctionnait à la MNEF, telle fut notre impression commune avec Gilles. On ne parlait donc ni de l'OCI, ni de la LCR dans cet accord. C'était tout simplement Cambadélis qui - tel le Président Wilson aux négociations de 1918-1919 - se portait garant et gendarme des accords intervenant entre divers courants socialistes et CCA. Grassin informa les CCA que la CFDT était partante pour soutenir (y compris matériellement) une tendance autogestionnaire séparée de la tendance mitterrandiste.
La séance reprit donc. Mais durant quelques jours, la crise entre OCI et LCR se poursuivit, menaçant le processus. Il y eut une réunion entre les bureaux politiques de l'OCI et de la LCR. Cambadélis explique, qu'au moment de la "crise", lors de cette réunion des bureaux politiques, il trouve alors la formule de compromis, qui permet à la LCR de "revenir dans le processus", à savoir un article dans la charte de réunification qui fait référence à l'auto-organisation. *" Et cette réunion sera, comme il se doit, secrète"*. Il en rajoute *: "Ce que personne ne sait encore aujourd'hui c'est que nous passâmes à deux doigts du blocage définitif"*.(p.162) Le commentaire est étonnant. La crise était ouverte et tout le monde était au courant : les centaines de militants, la polémique dans *Rouge* et *informations ouvrières*[37] par des articles de deux pages, des circulaires, des appels, des pétitions pour que le BN du MAS signe la "note N° 6 de la CPN", etc... Quand au caractère secret des réunions, tout cela était bien relatif. Tout le monde savait que chacun discutait avec chacun. La LCR discutait avec l'OCI, les CCA ont discuté avec la LCR et avec l'OCI et les différents courants du PS, etc... Le principe de ces contacts était de notoriété publique même si leur contenu pouvait demeurer moins connu (ou sujet à rumeurs et intoxications). Ce qui est certain, concernant la réunion des BP d'avril 1980, c'est qu'elle ne traita pas de la Charte de réunification - du moins de l'auto-organisation - pour une simple raison : depuis plus de deux mois la "charte de Paris" a été signée par toutes les composantes (ratifiée par les assises du MAS du 15 mars), charte comportant le fameux paragraphe sur l'auto-organisation qui n'est donc plus en discussion[38].
La résolution de la crise par un accord OCI/LCR ramena à la configuration de trois tendances pour le congrès : une tendance BN UNEF-us, une tendance BN du MAS (la LCR voulait un accord des deux BN pour un texte commun, orientation adoptée le 23 février 1980 par le BP de la LCR, mais puisque l'OCI refusait, la LCR ferait cavalier seul), une tendance TSA-TRS. C'est donc trois textes - et non quatre orientations - qui furent soumis aux suffrages des adhérents.

Le deuxième épisode se déroule au cours de la dernière commission de validation des mandats, qui débute le 30 avril pour se terminer le 2 mai au matin, avec une interruption pour permettre la participation aux défilés du 1er mai. Ce n'est donc pas la nuit du 2 au 3 mai mais celle du 1er au 2 mai qu'évoque sans doute Cambadélis. Le congrès de réunification doit commencer le 3 mai, précédé le 2 mai par un congrès du MAS (à Dauphine) et de l'UNEF-us (à Nanterre). Comme le rappelle Cambadelis, la majorité de l'UNEF-us dispose d'équipes qui se relaient et sont toujours fraîches, tandis que, du côté des autres tendances, les "négociateurs" sont en nombre plus restreint et doivent donc tenir plus longtemps (et la fatigue n'est guère conseillée pour la vigilance). A un moment, lors d'une suspension, Laurent Zappi

---

[37] hebdomadaires respectifs de la LCR et de l'OCI.

[38] Laurent Zappi, dirigeant étudiant de la LCR avec Julien Dray, était présent à cette réunion. Il ne se souvient absolument pas que le sujet fut abordé.

(LCR) est "fixé" dans une discussion par Rosenblat ou dans une pièce du local de l'UNEF US, tandis que TRS-TSA (en fait Bonnefoy pour les mitterrandistes, Grassin pour les rocardiens et moi avec les Patrick, Worms et Le Tréhondat pour les CCA, Gilles Casanova n'est pas là) se concertent avec Cambadélis pour régler les derniers détails de la répartition des mandats entre les trois sensibilités de la TSA-TRS. Cambadelis accepte à nouveau de "garantir" l'accord interne (mais cette fois-ci, on dispose des résultats globaux des congrès locaux, donc nul besoin de garantir à l'OCI une majorité absolue qu'ils ont déjà) à la condition qu'on ne vote pas contre le règlement intérieur (et son fameux "article 16" donnant tous pouvoirs à la commission de contrôle). Véritable petit chantage, puisqu'à défaut Cambadélis menace de ne plus garantir l'accord N°1 du 6/7 avril, (ce qui menace un peu les rocardiens, et surtout les CCA). Finalement, après discussion entre les deux, Patrick et moi, nous acceptons et je signe. Le matin du 2 mai nous passons directement du quartier du Quatre-Septembre (siège de l'UNEF-us) à Dauphine, au congrès du MAS. Le soir, dernière réunion de préparation du congrès pour les étudiants des CCA. Cela fait déjà deux nuits quasiment sans dormir, et la perspective est la même pour les jours à venir. Il ne reste plus qu'une nuit de repos possible. Je vais me coucher, et - bel acte manqué (et finalement réussi) - j'ai oublié - tout comme Worms et Le Trehondat - dans le compte-rendu (et dans ma tête) l'accord que j'ai signé.
Lundi 5 mai. Dernier jour du congrès. Il y a évidemment du retard. Je m'absente de 15 h à 20 h pour aller à mon travail. Pendant ce temps, vient le vote des statuts et du règlement intérieur. La TSA présente ses amendements, rejetés par la majorité. Au moment du vote final, Gilles Casanova et les délégués des CCA s'abstiennent sur le règlement intérieur, ignorant (et pour cause) l'engagement signé.. Après ce vote, Cambadelis sort de sa poche le papier dument paraphé et le montre à Gilles un peu stupéfait. Quant aux mitterrandistes, qui n'attendaient qu'une occasion d'assouvir encore plus leur gourmandise, ils se précipitent pour exiger de Cambadélis qu'il n'y ait aucun CCA au BN. Cambadelis s'y refuse. Quand je rentre vers 20 h 30 à Nanterre, mes camarades me narrent l'épisode. Je conserverai de cette histoire la compréhension du fonctionnement d'une négociation, notamment dans les institutions européennes quand il faut trancher à l'unanimité, et une relativisation des accords de sommet dits "secrets" qui ne remplacent pas des dynamiques en cours.

Continuités ? Ruptures ? "On a eu raison d'avoir tort"?[39]

L'individu cherche souvent à trouver entre les différents moments de sa vie, et ses diverses positions, une cohérence, une continuité qui le légitime vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi vis-à-vis de lui-même. Or, il n'y a pas forcément de cohérence, si ce n'est celle relevant de l'intime et même de l'inconscient. La meilleure manière de s'en sortir facilement, c'est d'attribuer les changements à l'extérieur, la situation, alors qu'il convient aussi de s'avouer qu'on s'est trompé, même si on comprend pourquoi. L'auteur nous présente son histoire comme l'histoire d'une évolution toute naturelle d'une génération et d'un courant. Continuité qui donne au président sortant de l'UNEF-id, un don prémonitoire, quand il est dit qu'au congrès de 1984 *"il fallait bien aussi renouveler les générations, les former pour qu'elles affrontent le dernier grand mouvement étudiant, celui de 1986"* (p.181). Qui prévoyait en 1984 qu'en 1986 la gauche allait perdre les élections, qu'il y aurait un projet de réforme, qu'il y aurait une grève générale étudiante?. Il y avait un renouvellement partiel, normal au sein d'une organisation étudiante. Un président de l'UNEF-id partait, un nouveau venait, Rosenblat. Personne ne savait à l'époque que, deux ans plus tard, le Président suivant serait Darriulat, ni le passage au PS de la majorité de l'UNEF-id.

C'est ainsi que s'éclaire la "simplification" qui autorise l'auteur à parler de "l'UNEF-ajs" pour l'UNEF Soufflot, puis unité syndicale, puis indépendante et démocratique, *"jusqu'au moment ou l'UNEF devint définitivement l'UNEF-id"* (p. 59).
Question : à quel moment l'UNEF-id (qui est autre chose que la simple continuité d'une l'UNEF-us qui aurait grossi) devient-elle vraiment UNEF-id ? On a l'impression que, pour Cambadélis, c'est au moment où la majorité de la direction syndicale et le secteur étudiant de l'OCI passe au PS. Ainsi, avec cette "simplification", apparaît le primat du parti sur le syndicat, puisque ce qui caractérise, pour l'auteur, la période 1970-1986, c'est la continuité de la direction OCI. Où est l'autonomie relative du secteur étudiant ? Où sont les transformations qui font qu'entre l'UNEF-Soufflot très "politique" (très AJS), on passe à une UNEF-us plus syndicale avec les élections aux CROUS et plus ouverte aux coordinations comme aux corpos : l'ACES adhère à l'UNEF-us en 1979, moment où elle se désiste de son action en justice, puis à une UNEF-id qui participe aux élections universitaires, négocie la réforme Savary. Est-ce le passage du secteur étudiant de l'OCI au PS qui transforme l'UNEF-id ou est-ce l'UNEF-id qui transforme ce secteur étudiant de l'OCI ? Et pourquoi ne pas parler de "l'UNEF-PS" puisque l'auteur parle de "l'UNEF-PC" ? La "simplification" revendiquée révèle une certaine vision des rapports partis/syndicats, après tout très

[39] Je reprends ici le sous-titre de l'article "la lente remise en cause de la ligue communiste révolutionnaire" consacré aux évolutions de la majorité de la LCR en 1976, article publié dans "Sous le Drapeau du Socialisme", revue de la TMRI (AMR) par Jean-Louis Weissberg. L'auteur était en réalité Francis Pothier, membre de la LCR.

"léniniste" [40], ce qui étonne quand on connaît les qualités qu'il a fallu à Cambadelis pour mener à bien le processus de réunification et de naissance d'une force syndicale nouvelle. A moins que ces qualités n'aient été mises au service d'un seul objectif à l'époque : renforcer l'OCI et son influence. Mais, alors, si par des voies augustes, l'objectif assigné était étroit, le but visé à l'époque a été manqué. La dynamique a échappé à la volonté, car les appareils ne maîtrisent pas tout.

En tous cas, livre à lire car il s'agit d'un point de vue d'un acteur et on apprend bien des choses (sur les liens avec Bergeron et FO, sur les liens internationaux et avec l'UIMM et le CNPF) sur des orientations et... sur l'auteur. Livre stimulant - par toutes les rectifications nécessaires - pour motiver les différents acteurs à parler, écrire et surtout pour confronter ces différents points de vue... Un autre titre aurait mieux convenu, mais il était déjà prix : plutôt que des chuchotements de la vérité, "ma part de vérité".

Robi Morder

Aurélie Ferreiro ***Une certaine idée du syndicalisme autour de la guerre d'Algérie (1954-1962); du corporatisme au rejet de l'apolitisme dans les syndicats enseignant (SNI) et étudiant (UNEF) de la Loire et du Rhône.*** Mémoire de maîtrise sous la diretion de M.Bernard DELPAL, Université Jean Monnet, Saint Etienne, année 1997-1998, 188p

Sous ce titre, taillé large, on a une étude parallèle de deux sections départementales du SNI et de l'Association Générale des Etudiants de Lyon (AGEL) pendant la guerre d'Algérie et face à elle. Passons sur le parallèle, au reste peu affirmé (mais était-il possible de le mener à fond, s'agissant de milieux si différents par l'âge, la géographie et la sociologie ?), et voyons l'Association des Etudiants lyonnais, qui est alors le fleuron de l'UNEF et sa plus importante association, lui fournissant d'ailleurs un président national en 1959.
Malgré les lacunes - signalées d'emblée- de la documentation rassemblée aux Archives municipales de Lyon-la Part Dieu, on a ainsi une vue plus précise des remous que la guerre occasionne au sein de l'AGE de Lyon. C'est en 1956 le débat, présent au niveau national, sur l'"apolitisme" que brandit à Lyon une forte minorité de responsables, issus des amicales de Médecine, Pharmacie, Droit et Commerce; c'est en juin 1958 l'irruption en plein Comité de l'AGEL d'uniformes de parachutistes voulant faire voter sous la contrainte une motion de blâme au bureau. En 1960, au moment où l'association lyonnaise s'apprête à prendre une position en pointe au plan national (ce sera au congrès de Lyon, précisément, la décision de reprendre des relations officielles avec l'Union Génrale des Etudiants Musulmans Algériens, dissoute depuis 1958 et dont de nombreux membres ont été arrêtés), c'est une minorité, issue des mêmes composantes et forte d'un bon tiers des mandats qui demande en vain le désaveu du bureau en place.
Si on ajoute qu'un membre du bureau fut à l'automne 1960 arrêté et inculpé pour aide au FLN algérien, cette étude a le mérite de faire voir à quel point la question algérienne a troublé le syndicalisme étudiant, jusque dans une puissante AGE imprégnée d'une tradition anticolonialiste et antifasciste.

Alain Monchablon

Christiane Kosher-Spohn, ***Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années 60,*** Paris, L'Harmattan, 1999, 312 p.

S'interrogeant sur le passé nazi de leur pays – interrogation qui fut en effet le point d'articulation du mouvement des années soixante -, les étudiants d'Allemagne de l'Ouest adressèrent d'abord leurs demandes d'éclaircissement aux professeurs d'université et se virent, au mieux, opposer la neutralité de la science, au pire le schéma manichéen qui rejetait toute ébauche d'interprétation marxiste en ce qu'elle était prétendument entachée par la revendication du monopole par la RDA dont la légitimité reposait sur l'héritage de l'antifascisme. Quelques aînés, principalement regroupés autour de la revue *das Argument*, ouvrirent des pistes au début des années soixante et permirent de redécouvrir les auteurs des années trente et quarante, les Walter Benjamin, Thalheimer ou Bauer, voire Arthur Rosenberg. Hannah Arendt, ou du moins la façon dont sa théorie du totalitarisme fut officiellement instrumentalisée, fit en revanche, contrairement à ce qui se passe actuellement, l'objet d'un rejet quasi-unanime de la gauche.
Parallèlement, la branche allemande de l'Internationale Situationniste *(Subversive Aktion)* qui fut d'ailleurs exclue, mettait en cause la chape de plomb du conformisme que l'ère Adenauer faisait peser sur la RFA et ouvrait les pistes d'une recherche d'émancipation existentielle qui amenèrent à la redécouverte

[40] (p 169) lapsus pour parler d'un lapsus. Pour clore le congrès de l'UNEF ID "je termine mon propos par un vive... l'UNEF-AJS". En réalité, le lapsus était "vive l'UNEF unité syndicale" au lieu de la nouvelle UNEF indépendante et démocratique.

de Wilhelm Reich ou d'Erich Fromm. Ces deux courants ont convergé dans le SDS (Etudiants socialistes d'Allemagne) sans toutefois fusionner complètement : vieille garde contre Nouvelle gauche, traditionalistes contre anti-autoritaires, ces derniers devenant néanmoins prédominants.
L'analyse du nazisme n'avait pas pour seul but de se réapproprier le passé, mais aussi de permettre d'analyser le présent et d'agir sur lui. Par des voies différentes, les étudiants allemands rejoignirent leurs contemporains français, analysant à l'aide de la catégorie révolue d'antifascisme la nouvelle phase de l'impérialisme qui passait par une décolonisation dont les soubresauts sanglants se répercutaient dans les métropoles. C'est ainsi que les étudiants allemands accordèrent une place centrale à la guerre des Etats-Unis contre le Vietnam dans leurs analyses comme dans leurs actions au sein de l'APO (opposition extra-parlementaire), mettant en cause le rôle des Américains en Europe et la vision consensuelle qui en faisait les garants de la démocratie.
Ce qui leur apparut comme potentiellement porteur de fascisme fut la pacification des masses ouest-allemandes, l'anesthésie de toute velléité protestataire canalisée vers la consommation de la " société formée " (*formierte Gesellschaft*) que construisait le gouvernement et dont la presse Springer se faisait le propagandiste. Le gouvernement crut d'ailleurs devoir prévenir les conséquences probables de la fin du " miracle économique " en adoptant les " lois sur l'état d'urgence " (*Notstandsgesetze*). Les trois pôles de mobilisation que les étudiants s'efforcèrent de définir furent donc la lutte contre l'impérialisme (manifestations lors des visites du Shah, de Tschombé, du vice-président US Humphrey), la lutte contre les provocations de la presse Springer qu'ils rendirent responsables de la mort de Benno Ohnesorg et de l'attentat contre Rudi Dutchke. Mais la mobilisation qui permit sans conteste au mouvement étudiant de sortir de son isolement fut la lutte contre les lois sur l'état d'urgence. La présence de jeunes ouvriers dans les manifestations, parallèlement à la convergence entre ouvriers et étudiants dans le Mai parisien, mit un terme à la notion de substitutisme mais marqua aussi le début de la dislocation du mouvement étudiant dans une multiplicité de groupuscules – maoïstes, trotskystes, anarchistes, Fraction Armée Rouge – amenant une simplification de l'analyse du fascisme.
Néanmoins, les avancées fructifièrent dans le discours savant de chercheurs issus eux-mêmes du mouvement et donnèrent une impulsion décisive à l'historiographie du nazisme au moment même où les lois sur l'état d'urgence marquaient le début d'une offensive contra la gauche qui se poursuivit tout au long des années 70.
C'est tout ce contexte que nous rappelle Christiane Kohser-Spohn dans une analyse de " l'intérieur " où, sans se livrer véritablement à la critique, elle laisse néanmoins poindre discrètement quelques partis pris. On peut regretter qu'elle ait délibérément exclu de retracer des biographies, même si son présupposé est défendable : il s'agissait d'éviter de personnaliser les débats dans un mouvement qui s'était voulu collectif, sans leader, contrairement à ce que ses adversaires cherchaient à accréditer. Néanmoins, cette réserve ne permet pas de repérer les générations successives, gommage du fait générationnel qui constitue peut-être, lui aussi, un contre-pied au traitement médiatique. L'un des effets pervers de ce quasi-anonymat est de faire ressortir les grands aînés favorables au mouvement, comme Herbert Marcuse ou engagés dans une polémique avec lui comme Jürgen Habermas.
Enfin, sur quelques points, le texte fleure la traduction littérale de l'allemand, ce qui peut, le cas échéant, contribuer à occulter la convergence avec la situation dans d'autres pays. L'auteur confirme en tout cas le goût immodéré qu'on professe outre-Rhin pour le débat théorique, quand bien même il débouche, comme c'est ici le cas, sur le militantisme et la pratique.

Claudie Weill.

LIVRES RECUS ET A SIGNALER

Geneviève DREYFUS-ARMAND, Robert FRANK, Marie-François LEVY, Michèle ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68, le temps de la contestation,* Edition Complexe 2000.
Il s'agit des actes du colloque « les années 68 » tenu à l'ENS Cachan en 1998, avec la contribution de Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon et Robi Morder, « Le mouvement étudiant et l'Université, entre réforme et révolution (1964-1976) ».
Servet ETRUL, *L'enseignement professionnel court post-baccalauréat (IUT-STS),* PUF, 2000.
Didier FISCHER, *Les étudiants en France depuis 1945 à nos jours* Flammarion, 2000. Nous disposons ainsi de la thèse remaniée de notre ami Fischer, augmentée d'un chapitre pour la période postérieure à 1968.
Federico MAYOR – Sema TANGUIANE *L'enseignement supérieur au XXI°* siècle Ed Hermes 2000
Giovani ORSINA, Gaetano QUAGLIARELLO, *La formazione della classe politica in Europa (1945-1956,)* Lacaita Editore. Les actes du colloque de Rome d'octobre 1997 sont enfin disponibles avec des textes en français, anglais et italien. On y trouve la contribution de Didier Fischer et de Robi Morder, « L'UNEF, le mouvement étudiant et le renouveau des élites politiques en France (1945-1956) ».
Maria VASCONCELLOS *Le système éducatif* (nouvelle édition), Col. Repères. La découverte 2000

Dans les revues

AGORA N° 20 – 2° trimestre 2000

Au sein de cette livraison intitulée " Résistances à l'uniformisation culturelle " et qui s'attarde sur quelques pays et régions du monde (Océan indien, Chine, Catalogne, La Réunion), notons l'article de Céline Bélot " Les jeunes et l'intégration européenne " qui s'attache à décrire l'intérêt des jeunes pour l'Union européenne, les politiques publiques qui leur sont destinées à l'échelle du continent, mais aussi en quoi l'intégration européenne comme processus de socialisation politique et d'intégration constitue un enjeu scientifique. Bernard Roudet, quant à lui, présente, à partir de plusieurs enquêtes statistiques, " L'évolution de l'appartenance associative des jeunes ".

AGORA débat-jeunesses. INJEP. Parc du Val Flory 78160 MARLY LE ROI. 01.39.17.27.42. Fax 01.39.17.27.65. Courriel : agora@injep.fr. http://www.injep.fr

ALTERNATIVES ECONOMIQUES.

Dans le **n° 182 de juin 2000**, le nouveau statut des mutuelles qui, en application des directives européennes, se rapprochent du monde de l'assurance. Dans **le N° 183 de septembre 2000**, un article fort intéressant de carole Yerrochewski sur la formation permanente, « système à deux vitesses », marché ne profitant guère à ceux qui en auraient le plus besoin. Enfin, dans **le hors-série du 4° trimestre**, sous le titre « tous à l'école jusqu'à 30 ans », est souligné à nouveau le retard de la formation professionnelle au delà de l'allongement de la scolarité.

LE BLIGIRUHS N° 9 – 15 mai 2 000

Avant dernier numéro sur papier, le bulletin continue son recensement des travaux sur le scoutisme. BLIGIRUHS. Secrétariat : Lionel Christien 13, allée du Prunier Hardy 92220 BAGNEUX. Courriel : chrisli@club-internet.fr

BREF CEREQ – N° 167, septembre 2000

Quatre pages consacrées à l' « intégration, professionnalisation, mobilité : la valse à trois temps des aides éducateurs ». En effet, l'éducation nationale regroupe aujourd'hui avec 65 000 aides éducateurs le tiers des jeunes recrutés dans le cadre des « contrats emploi-jeunes ». C'est à la demande du Ministère de l'Education Nationale que le CEREW réalise depuis 1997, jusqu'en 2003 une évaluation du dispositif.

CEREQ - 10 Place de la Joliette BP 21321 13657 MARSEILLE CEDEX 02.
http://www.cereq.fr

BULLETIN DE LIAISON DES ETUDES SUR LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES - N° 5 – avril 2000.

Un dossier anarchisme (avec présentation de bibliographies, centres de recherches et d'archives, chronologies) ainsi qu'une contribution d'A. Moreau « pour une nouvelle histoire de l'extrême-gauche ».

BULLETIN DE LIAISON DES ETUDES SUR LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIR*ES* - Jean-Guillaume Lanuque, Appt 107, entrée 3, 13, rue de Malzéville 54000 NANCY.
Fax : 0383357881.
Mel: jeanguillaume.lanuque@wanadoo.fr (préciser en "objet" : Bulletin)

LES CAHIERS JEAN-JAURES N° 152, 1999.

Dans cette livraison dont le thème central est " Les engrenages de la violence ", une contribution de Didier Fischer –à la suite d'un communication au séminaire d'histoire contemporaine de Paris X – au titre évocateur " Permanence et mutation de la violence dans le monde étudiant, 1930-1960 ", comparant la violence des années trente, véritables " batailles rangées " aux portes des universités, avec celle des années soixante, plus " incontrôlable ".

COLLEGIENS – LYCEENS – ETUDIANTS N° 6 – juin 2000

Le bulletin nous annonce la sortie de *Modes de vie collégiens et lycéens*, Boyer R. et Coridian C. (coord) INRP 2000. En ce qui concerne les étudiants, parmi d'autres, une recherche en cours sur " l'intégration des lycéens en première année universitaire " à l'Université de Genève, un rapport de J-P Molinari de l'OVE de Nantes, *Paroles étudiantes sur le bien être et le mal être* (décembre 1999), de J-Claude Lagree, *Construction sociale de la question jeunes. Les*

jeunes dans le discours de la Post-Modernité (Commissariat général au plan/ CNRS/ IRESCO – 1999)

COLLEGIENS LYCEENS ETUDIANTS INRP, 29 rue d'Ulm 75230 PARIS CEDEX 05 01.46.34.90.00 fax 01.43.54.32.01

ESPRIT Octobre 2000

Au sommaire, un dossier " délinquance juvénile, droit des mineurs et violences collectives ", ainsi qu'un article de Guy Coq " La démocratie condamne-t-elle l'école à la crise ".

FACTUEL N° 76 – 10 octobre 2000.

Le bulletin bimensuel d'animafac concentre son éditorial sur " L'étudiant et la précarité " en partant du rapport Dauriac (qui recense 100 000 étudiants vivant sous le seuil de pauvreté), et d'un rapport rédigé par l'OVE. L'ensemble peut être consulté sur internet à www.animafac.org
FACTUEL édité par Anima'Fac. 3, rue Récamier 75341 PARIS CEDEX 07. 01.42.22.15.15 fax 01.42.22.53.15. Courriel redaction@factuel.org

LA LETTRE DE L'IREDU N° 13, juin 2000

Toujours disponible sur internet, le bulletin de l'institut de recherche sur l'économie de l'éducation continue son travail de publication d'ouvrages, rapports, mémoires rédigés par l'IREDU ou en collaboration. On notera de T. CHEVAILLIER et G. SOLAUX « l'évaluation des universités en France », paru dans *l'orientation scolaire et professionnelle* N° 28/4, 1999. Le bulletin signale également de M. DURU-BELLAT et d'A. KIEFFER « la démocratisation de l'enseignement en France, polémiques autour d'une question d'actualité », article paru dans *Population* N° 1, janvier-février 2000. . Plusieurs textes concernant le prezmier cycle universitaire, par exemple la communication que C. MICHAUT a présentée (« les déterminants de la réussite en premier cycle universitaire ») au 3° congrès de l'AECSE Bordeaux, 28-28 juin 1999). Ou DURU-BELLAT et al. « hétérogénéité et réussite en premier cycle universitaire » (appel d'offres 1997 du CNCRE – novembre 1999) et une thèse en sciences de l'éducation soutenue en décembre 1999 par M. DANNER « Améliorer la réussite en premier cycle universitaire : évaluation externe des effets du tutorat d'accompagnement ».

IREDU (Université de Bourgogne et CNRS) - 9 Av. Alain Savary - B.P. 47870 - 21078 Dijon Cedex
Tél. (03 80 39 54 59 - Fax 03 80 39 54 79 Mél : iredu@u-bourgogne.fr.
Consultez également le site http://www.u-bourgogne.fr/IREDU

LIBERATION 18 septembre 2000

La Cahier emploi du lundi est cette fois-ci dédié à " L'étudiant, un job d'avenir " avec une " promenade " dans la restauration rapide, les centres d'appels téléphoniques, à l'OFUP, dans les " start-up " et l'intérim. Evidemment, vous ne le trouverez plus en kiosque, mais sur les archives du journal (www.liberation.fr)

MATERIAUX pour l'histoire de notre temps. N° 58. Avril-juin 2000.

C'est le thème du " secret en histoire ", sous la direction de Jean-Jacques Becker, qui constitue le dossier de la revue des amis de la BDIC. Parmi la dizaine d'articles, notons celui de Didier Fischer qui nous intéresse plus particulièrement " Entre secret et mémoire : les étudiants gaullistes et leur prise de pouvoir dans l'UNEF à la fin des années 40 ". A partir des archives du RPF et d'entretiens, Didier Fischer reconstitue le processus par lequel – dans le contexte de la guerre froide commençante et de la guerre d'Indochine – les étudiants gaullistes organisent leur conquête du bureau de l'UNEF. Cet épisode a été occulté de la mémoire pour – selon l'auteur – trois raisons : la volonté d'avancer masqués et la disparition du RPF, la période " algérienne " qui – sans effacer – dilue l'épisode précédent, enfin " le destin politique d'un des protagonistes secondaires de l'événement " : Jean-Marie Le Pen.

MATERIAUX. BDIC. Université Paris X Nanterre. 200, avenue de la République 92000 NANTERRE . 01.40.97.79.01. http://www.u-paris10.fr/bdic/index.htm. Courriel : courrier.bdic@u-paris10.fr

LE MONDE DES DEBATS N° 17, septembre 2000

« Education : et maintenant ». Sur ce thème, trois points de vue. Pour François Dubet, l'école élitiste de la république est devenue une école de masse qui n'est plus aux yeux des élèves l'unique source de savoir. Face à toutes ces nouvelles questions « la somme des revendications et des intérêts, fussent-ils honorables et légitimes, ne fait pas une politique ». Jean-Pierre Rioux s'intéresse aux effets de « l'héritage idéologique de mai 68 » qui a joué, d'après lui, un rôle majeur, dans le

déni de l'autorité, l'hésitation à transmettre un savoir fondamental que « l'on tient d'une antécédence institutrice » en plaçant officiellement l'élève au cœur de l'éducation. Maurice Tardif (Professeur à l'Université de Montréal) se penche quant à lui que « l'internationale des réformes ».

LE MONDE DIPLOMATIQUE novembre 2000

Sous la plume d'Alain Garrigou, Professeur de sciences politiques à Paris X Nanterre, une critique acerbe d'une « réforme sous le signe du libéralisme », celle de l'IEP et de l'ENA qui deviennent des « business schools », alors qu'elles sont en principe consacrées largement pour la première et exclusivement pour la seconde « à la formation des agents de l'Etat ». Garrigou souligne les différences existant entre l'IEP Paris et les différentes IEP de province (qui sont – elles – des UFR des Universités) : à Paris, un corps restreint d'enseignants permanents et un millier environ de vacataires issus de l'administration et de l'économie, dans les autres IEP essentiellement des universitaires. La réforme des études à paris a fait grimper les droits d'inscription (800 F en 1987, 5600 F aujourd'hui), augmentation justifiée par le désengagement de l'Etat et l'attribution de bourses en compensation. Un petit encadré sur l'évaluation des copies illustre le propos de l'auteur.

LE MONDE DE L'EDUCATION

Le N° 283 de juillet-août 2000 est un spécial « bilan du siècle ». Une série d'articles s'ordonnent en trois thèmes : l'héritage (politique et pédagogique), la conquête (de la laïcité, de l'école obligatoire, de la mixité, des droits syndicaux) et les nouveaux défis provoqués par la massification depuis les années soixante.
Dans **le N° 284 de septembre**, un article sur la réforme des études à sciences-po Paris, article qui se concentre sur l'obligation d'un stage d'un an à l'étranger, et dans le **N° 285 d'octobre**, un commentaire de la rentrée universitaire : « ni bouchons, ni révolution pédagogique ».

NOUVEAUX REGARDS N° 10. Eté 2000

La revue de l'institut de recherches de la FSU consacre son dossier au thème " école et violences ".
REGARDS 3-5, rue de Metz 75010 PARIS. 01.44.79.90.41

LE POINT N° 1461 – 15 septembre 2000

Dans l'édition « grandes écoles et universités » de ce magazine hebdomadaire, un dossier de quatre pages sur l'engagement militant dans le monde étudiant. On notera qu'Anne Muxel, Valérie Becquet, Robi Morder et le GERME sont cités pour commenter la question.
http://www.lepoint-etudiants.com .

POUR N° 166 – juin 2000

Un menu tout à fait alléchant avec entrée, plat, fromage et dessert, puisque cette livraison est entièrement dédiée aux " jeunes militants, cap sur les pratiques. Des parcours associatifs en manque d'utopie ? ". Les articles se partagent entre deux parties. En premier, des " regards sur le militantisme " jeune " (Martine Barthélémy " La participation associative aujourd'hui ? ", Dan Ferrand-Bachmann " Quels militants, quelles causes, quelles actions ", Marie Noëlle Auberger " Les mouvements, pépinières de militants ", Gérard Mauger " Générations de militants ", Guy Bonvalot " Autoformation et militantisme ", Jacques Mazé " Le parcours du militant comme espace d'apprentissage ", Alain Vulbeau " Le rap militant, les rythmes de la précarité " et Jean Vincent " Processus d'engagements militants ". Une deuxième série d'articles concerne les " expériences militantes " : humanitaires, CIMADE, dans les quartiers, chez les chômeurs, les écologistes, les antisfacistes de Ras l'front, dans les mouvements gais et lesbiens, au sein des conseils municipaux d'enfants, dans l'accompagnement scolaire. Enfin, deux articles concluent cette partie : Marie-Pascale Paulin " Mouvements de jeunes, les valeurs en question " et Jean Afchain " Militantisme et professionnalité ".
On notera encore une fois l'absence de préoccupations sur les militantismes étudiants. Peut-être ces deux millions de 18-25 ans qui sont à l'Université ne sont pas des " jeunes " ? Il ne reste plus au GERME qu'à trouver les moyens d'éditer les actes de nos deux dernières rencontres sur les militantismes étudiants et les générations étudiantes pour compléter le panorama. Un numéro à lire de toute façon.

POUR. 13/15 rue des Petites Ecuries. 75010 PARIS. 01.55.33.10.40 Fax 01.55.33.10.41. Courriel : grep.pour@wanadoo.fr

REVUE FRANCAISE DE SCIENCES POLITIQUES N° 3 JUIN 2000 (Travaux inédits de science politique)

Comme chaque année, la RFSP édite en supplément le recensement des travaux : thèses et mémoires. A la rubrique étudiants, on notera : POIRIER Helène, *Les étudiants et la ville : la*

construction politique d'un groupe social en objet d'action publique. Le cas de la ville de Rennes. DEA Rennes I, IEP 1998. ANCHER Michaël. *Le monde de l'IEP de Strasbourg : analyse sociale et culturelle des étudiants l'IEP.* Mem IEP Strasbourg III. 1999. BOURGADE *Les associations d'étudiants antillais et guyanais à Bordeaux* DEA IEP Bordeaux IV, 1999. DESDAMES Anne. *Les étudiants égyptiens et syriens à Paris de 1890 à 1940.* Maîtrise histoire Paris I, 1999. LIAKOV Kathrin. *Das studentische Korporationswesen in der deutsche Geschichte.* DESS études germaniques Strasbourg III. 1999. Sur les jeunes et la jeunesse, notons BANTIGNY Ludivine. *Jeunesse et cinéma : pour une contribution à l'histoire de la jeunesse. Les représentations de la jeunesse dans le cinéma français et leurs répercussions dans la réflexion sur les jeunes 1958-1962.* DEA histoire du XX° siècle. IEP Paris. 1999. DURAND Jean-Luc. *Engagement et défection dans les organiations politiques de jeunesse : étude sur les jeunes socialistes et les jeunes communistes.* DEA IEP Paris. 1999. SCHERRER Vanessa. *Les motivations de l'engagement des jeunes au Parti socialiste et à Amnesty International.* DEA IEP Paris. 1999.

LA REVUE DE L'UNIVERSITE N° 20 - 2000

C'est le dernier numéro de la formule revue, puisque désormais c'est sur le site web de Transfac que *la lettre de l'université* paraît, alors que la revue n'a pas encore sorti de nouvelle formule. On trouve donc dans ce dernier numéro (les articles étant accessibles sur le site web de Transfac) une rencontre avec Olivier Rey " l'éminence prisée ", un rapport de l'IGAEN sur " les étudiants et leurs études ", quelques autres articles tels " mieux accueillir l'étudiant étranger ", " de l'emploi jeune diplômé à l'emploi des jeunes diplômés ", ainsi qu'un papier sur la transformation de la MNEF en ME et un autre sur les dernières élections aux CROUS " le mouvement étudiant se bipolarise ".

LA REVUE DE L'UNIVERSITE 8, rue Godolin 31000 TOULOUSE 05.61.99.79.13. Voir le site http://www.transfac.fr

SCIENCES HUMAINES N° 108 – août/septembre 2000

Un intéressant article de Martine Fournier : " générations : volées, dorées, sacrifiées " qui fait le tour des dernières productions en la matière (B. Préel *Le choc des générations,* L. Chauvel, *Le destin des générations,* C. Baudelot – R. Establet, *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*) et un entretien avec Christian Baudelot.

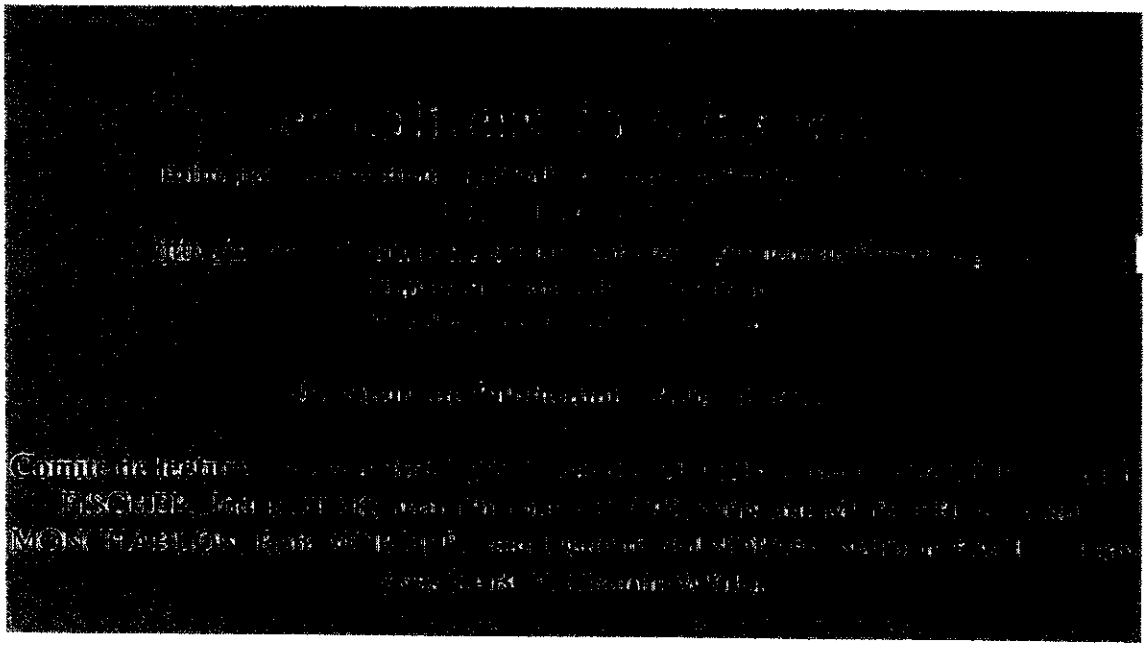
SCIENCES HUMAINES 38, rue Rantheaume BP 256 89004 AUXERRE CEDEX. 03.86.72.07.09

SOCIOLOGIE DU TRAVAIL 2/2000 – juin 2000

Suite (voir N° 1/99 et 3/99) du dossier/débat « l'engagement du sociologue » avec trois contributions : R. Castel, J.T. Godbout et J.P. Worms.

VINGTIEME SIECLE N° 67 juillet-septembre 2000

Un compte-rendu de la journée " Archives et mémoires étudiantes " organisées le 23 février à la BDIC par le GERME.



les cahiers du GERME

trimestriel - N° 14/15 - 3°-4 trimestres 2000

VISITEZ LE SITE INTERNET DU GERME

rendez-vous à :
www.ateliernet/org.germe

Edition 2ème et 3ème trimestres 2000

Ce site est le fruit de la rencontre entre le GERME (Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Etudiants), équipe de recherche soucieuse de la réappropriation sociale de ses travaux, et l'Atelier @lternet, une équipe de création multimedia. Vous trouverez dans ce site différents types d'informations intéressant bien sûr les militants étudiants, anciens et actuels, les responsables universitaires, mais aussi tout citoyen s'intéressant aux passé, présent et avenir de l'enseignement supérieur, de la vie étudiante, des mouvements de jeunes et, plus particulièrement, des mouvements étudiants.

(c) Atelier Alternet & GERME, 1998-

Présentation. Découvrez notre association de chercheurs, ses membres et ses chercheurs associés ainsi que son comité de parrainage.

Recherche. Le GERME mène des recherches sur les mouvements et engagement étudiants, les rapports entre les mouvements et le milieu étudiant, entre l'institution universitaire et ces mouvements étudiants et entre ceux-ci et l'ensemble de la jeunesse.

Sources. En projet , des outils, pour l'étude des mouvements étudiants : un guide des sources sur les mouvements étudiants et l'enseignement supérieur, des ensembles de sources cohérents, un recensement des sites Internet, pouvant constituer autant de sources pour les chercheurs.

Dossiers. Des dossiers thématiques permettent de croiser iconographie, textes, bibliographies, chronologies, articles....

Découvrez les " Cahiers du GERME ", les notes de lecture qui y paraissent, des bibliographies, des textes publiés en avant-première sous forme électronique, voire, à terme, des travaux de recherche en ligne.

Agenda. Cet agenda scientifique et culturel vous annonce dates et programmes des séminaires et colloques, expositions et conférences.

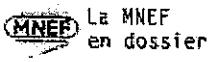
Toile. Des sites au carrefour des mouvements étudiants et de la recherche qui leur est consacrée.

A la Une...

Le GERME organise ses sixièmes rencontres nationales autour du thème "générations étudiantes, générations militantes" les 16 et 17 juin 2000 à Paris.

Découvrez-en le programme !

Alors que l' " affaire MNEF " fait toujours la une de la presse, le GERME vous propose de prendre du recul et de tenter de mieux cerner cette mutuelle pas comme les autres.



Nos outils : un moteur de recherche interne au site du GERME et une liste de discussion

L'extranet du GERME [site réservé aux collaborateurs du GERME]

BULLETIN D'ABONNEMENT ET DE COMMANDE

(à renvoyer à GERME 42, rue Faidherbe 75011)

NOM **Prénom**
Adresse
Télephone **Fax** **Mel**

Je commande :

__ abonnement(s) 2 001 aux Cahiers du Germe trimestriels x 80 F =
__ Cahier spécial N° 1 (Charte de Grenoble) 35 F + 6 F frais de port =
__ Cahier spécial N° 2 (Internationales) 50 F + 8 F frais de port =
__ Cahier spécial N° 3 (Engagement - volume I) 50 F + 8 F frais =
__ Cahier spécial N° 4 (Engagement - volume II) 50 F + 8 F frais =
pour le fonds de soutien et développement des activités du GERME : =_____

TOTAL = **F**